

Document d'information n° 2

Les enfants travaillant dans l'agriculture commerciale

*Résultats d'une
étude menée en
Afrique de l'Ouest
et centrale*

D^r Dorte Thorsen
Avril 2012



Table des matières

Acronymes et abréviations	3
Préface	4
Introduction	6
Situer le travail des enfants dans l'agriculture commerciale dans les années 2000	7
Les raisons pour lesquelles les enfants travaillent dans l'agriculture commerciale	8
Comment les enfants accèdent-ils au statut de travailleurs agricoles rémunérés.....	10
Contrat et conditions de travail	11
Risques et abus	13
Les implications à long terme du travail dans l'agriculture commerciale pour les enfants	16
Développement, éducation et apprentissage de l'enfant	16
Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante	17
Initiatives en termes de politiques et de programmes.....	19
Prévenir le travail des enfants dans les activités dangereuses : interdiction, sensibilisation et éducation	19
Les services de protection de l'enfance qui assistent les enfants travailleurs	24
Régularisation du travail des enfants dans l'agriculture commerciale.....	24
Questions nécessitant des recherches supplémentaires	25
Références	25

Note : Les chiffres entre crochets correspondent aux références apparaissant à la fin du document d'information

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou points de vue de l'UNICEF

Coordonnées :

Bureau régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et centrale
BP 29720
Dakar-Yoff
Sénégal
http://www.unicef.org/wcaro/english/overview_6585.html

Acronymes et abréviations

ANPPCAN	Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant
CFA	Communauté Financière Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde
ICI	International Cocoa Initiative
OIT	Organisation Internationale du Travail
IPEC-OIT	Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT
LUTRENA	Lutte contre le Trafic des Enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
WACAP	Programme Ouest-Africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale

Préface

En Afrique de l'Ouest et centrale, on estime qu'un tiers des enfants travaillent à plein temps ou à mi-temps, en étant rémunérés ou non. De nombreux enfants prennent part à des activités économiques dangereuses ou nuisibles, comme le travail dans les mines. Certains sont également exploités dans l'industrie du sexe et font l'objet de trafic. Même si le travail qu'ils réalisent n'est pas dangereux en lui-même, de nombreux enfants qui travaillent n'ont pas accès à l'éducation ou quittent l'école en raison des coûts que cela représente pour les parents de continuer à scolariser leurs enfants et de ne pas les faire travailler. De nombreux enfants parviennent cependant à combiner travail et école, et la réalisation d'un profit peut permettre aux enfants de poursuivre leur éducation. Quand la qualité de l'éducation est médiocre ou que les enfants sont exposés à de la violence à l'école, certains d'entre eux peuvent préférer le travail à l'école. Dans certains contextes, les enfants tirent une raison d'être et un sentiment de responsabilité de leur travail et de leur contribution à la famille. Le fait de les empêcher de travailler sans remplacer leur raison d'être et le statut qui en découle peut engendrer des conséquences encore plus graves.

Les mesures de prévention et d'intervention en matière de travail et d'exploitation des enfants dans la région ont échoué en termes de qualité, d'impact et d'échelle. Au cours des dix dernières années, bon nombre de leçons ont été tirées de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas en matière de travail, d'exploitation et de traite d'enfants. Au niveau international, Understanding Children's Work (UCW) a beaucoup fait pour renforcer les données factuelles. De nombreuses autres organisations et chercheurs issus de différents horizons académiques ont contribué à une analyse davantage différenciée du travail des enfants et des efforts de prévention et d'intervention (comme Bourdillon, Myers, White, Boyden, Liebel et Woodhead).

Les études et évaluations des efforts de lutte contre la traite ont souligné la nécessité de faire la distinction entre la migration des enfants et la traite d'enfants, et d'éviter d'associer automatiquement toutes formes de mouvement des enfants à la traite d'enfants. Ces évaluations mettent également l'accent sur la nécessité de mieux comprendre la mobilité des enfants et les fondements culturels, sociaux et économiques du travail des enfants dans un contexte de mobilité sociale et économique plus général. Une initiative régionale sur la mobilité des enfants a été lancée en 2008 dans l'objectif d'améliorer les fondements culturels du « travail des enfants », de la « migration des enfants » et de la « traite d'enfants » et le rôle joué par le travail et la mobilité des enfants dans leur socialisation. Le travail réalisé par l'initiative sur la mobilité des enfants constitue un effort considérable visant à repenser et redévelopper les mesures de prévention et d'intervention associées au travail des enfants, en tenant compte des concepts sociaux et culturels du développement et de l'éducation des enfants, de la mobilité sociale et de la protection sociale. Dans une telle perspective, les enfants et les migrations sont associés à des transitions au cours d'une vie et à des rites de passage, la migration faisant partie intégrante du passage à l'âge adulte, pour gagner de l'argent et se marier. Cette perspective vient compléter et, dans une certaine mesure, remettre en question d'autres approches au travail des enfants qui se concentrent plus spécifiquement sur la réduction de la pauvreté, le développement des ressources humaines ou l'application des normes internationales relatives au travail.

Cinq documents d'information thématiques ont été élaborés sur les types de travail des enfants les plus pertinents pour les enfants d'Afrique de l'Ouest et centrale. L'accent est mis sur les formes de travail des enfants les plus pressantes dans la région, les types de travail faisant l'objet de la plus grande attention, et ayant connu la résistance au changement la plus importante : les enfants dans les carrières et mines artisanales ; les enfants talibés (les élèves des écoles coraniques qui mendient) dans les pays du Sahel ; les enfants dans l'agriculture commerciale ; les enfants dans le secteur urbain informel ; et les enfants travailleurs domestiques.

Les documents d'information sur le travail des enfants ont pour objectif de synthétiser les données empiriques des bonnes approches au travail et à l'exploitation des enfants et d'identifier des approches qui n'ont pas fonctionné ou sont peu susceptibles de fonctionner, compte tenu des niveaux actuels de ressources humaines

et financières. Les documents d'information sont destinés aux professionnels qui travaillent sur les politiques de protection de l'enfance, d'éducation et sociales dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. Chaque document d'informations présente des faits probants sur les aspects suivants : description du phénomène, situation, tendances, impact sur les enfants, ainsi que les approches à la prévention du travail et de l'exploitation des enfants qui fonctionnent.

Remerciements : Ces documents d'information ont été développés conjointement par les départements en charge de l'éducation et de la protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest et centrale de l'UNICEF. La documentation et les commentaires ont été fournis par le personnel œuvrant pour la protection de l'enfance et pour l'éducation au niveau des pays. Le département régional en charge de l'éducation a fourni le financement nécessaire à la production des documents d'information. Les documents ont été développés et rédigés par le Dr Dorte Thorsen, anthropologue à l'université du Sussex.

Introduction

Ce document traite des enfants travaillant dans l'agriculture commerciale, qu'ils travaillent pour leur famille sans être rémunérés ou qu'ils soient travailleurs rémunérés, à mi-temps ou à plein temps. Deux perspectives différentes viennent informer la recherche et l'élaboration des politiques sur le travail des enfants dans l'agriculture commerciale. L'une repose sur la traite des personnes et les nouvelles formes d'esclavage et est étroitement liée au travail dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. À la fin des années 1990, des images diffusées par les médias internationaux représentant des enfants vêtus pauvrement, travaillant avec des machettes et portant de lourdes charges de cabosses de cacao ont suscité l'intérêt sur la scène internationale et donné lieu à de nombreuses interventions visant à secourir ces enfants qui vivaient dans la souffrance. Les enfants étaient globalement perçus comme les victimes de trafiquants trompeurs et de producteurs de cacao sans scrupules qui exploitaient et maltraièrent les enfants travailleurs et, dans certains cas, allaient même jusqu'à les enfermer pour éviter qu'ils ne s'échappent^[cf. 4, 28, 32, 85].

La seconde perspective est centrée sur l'enfant et se concentre sur le travail des enfants dans les exploitations familiales^[7, 12, 57, 58], le travail réellement effectué dans les plantations de cacao par des enfants d'âges différents^[8, 29, 57, 58, 69], les migrations des enfants pour des raisons professionnelles et l'importance des réseaux sociaux^[18, 21], et le point de vue des enfants sur le travail dans l'agriculture commerciale^[12, 21, 76]. La documentation tirée de ces études conteste les allégations de traite, et en particulier de quelconques formes d'esclavage comme pratique courante dans les plantations de cacao.

Ces deux perspectives s'opposent dans le débat sur le travail des enfants dans l'agriculture commerciale, un débat qui a contribué à affiner la manière dont nous pensons l'exploitation. **Dans le discours actuel sur les droits des enfants qui travaillent, l'exploitation se réfère à des situations dans lesquelles un recruteur ou un employeur profite d'un enfant travailleur de manière injuste ou causant du tort à l'enfant exploité**^[25]. Cette perception s'écarte des accusations générales énonçant une intention de porter préjudice aux enfants lorsque des adultes voyagent avec d'autres enfants que les leurs ou emploient des enfants.

Ce document d'information a pour objectif d'étudier les circonstances dans lesquelles les enfants travaillent dans l'agriculture commerciale. Le plaidoyer de la protection de l'enfance s'est fortement concentré sur l'industrie du chocolat, sur la production du cacao et sur un processus de certification accréditant un chocolat n'ayant pas recours au travail des enfants afin de s'assurer que ces derniers ne participent pas à des activités nuisibles dans les plantations de cacao. La conséquence de cet axe est que les ressources allouées à la recherche se sont concentrées sur le secteur du cacao aux dépens des études sur le travail des enfants dans d'autres cultures commerciales en Afrique de l'Ouest et centrale, que ce soit dans des fermes commerciales produisant des produits essentiellement destinés à l'exportation ou dans de petites exploitations familiales (par ex. le riz, le coton et les ignames). Ce document d'information, **qui se base sur les études disponibles, analyse le travail des enfants dans le cacao et, dans une certaine mesure, le coton, et étudie les ramifications que les dynamiques entourant le travail des enfants dans ces cultures pourraient avoir sur le travail des enfants dans l'agriculture commerciale en général**. Cela nous oblige à nous intéresser

Côte d'Ivoire. Quatre-vingt-sept pour cent de la main-d'œuvre permanente est issue de la famille exploitant la ferme. Soixante-quatre pour cent des enfants travaillant dans des activités liées au cacao sont âgés de moins de 14 ans^[44].

Ghana. Quatorze pour cent du travail dans le cacao est réalisé par des enfants (âgés de moins de 18 ans) issus du foyer exploitant la ferme. Quatre-vingt-quatre virgule un pour cent des enfants vivent avec au moins l'un de leurs parents biologiques, 13,5 pour cent avec un autre membre de leur famille et 2,4 pour cent avec des personnes n'appartenant pas à leur famille^[57].

Quarante-six pour cent des parents évitent de faire travailler les enfants dans les activités liées au cacao car ils se préoccupent de l'impact d'un tel travail sur la santé des enfants, et 20,7 pour cent en raison du manque de savoir-faire et d'expérience des enfants^[58, p. 61-62].

Les garçons participent un peu plus que les filles aux activités agricoles, mais la différence n'est pas prononcée : 51,8 pour cent des garçons et 44,5 pour cent des filles travaillent dans des plantations de cacao, et 37,5 pour cent des garçons et 34,6 pour cent des filles travaillent à d'autres activités agricoles^[58, p. 122].

au travail accompli par les garçons et les filles, les jeunes enfants, les enfants plus âgés, ainsi qu'aux aspirations qui incitent les enfants à prendre part à un travail agricole rémunéré et à participer à la production de cultures commerciales dans la ferme familiale.

Situer le travail des enfants dans l'agriculture commerciale dans les années 2000

Les études réalisées sur l'implication des enfants dans l'agriculture commerciale se sont essentiellement concentrées sur la production de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, ces deux pays produisant près de 60 % de la production mondiale de cacao. Le Nigeria et le Cameroun produisent moins, mais comptent parmi les plus grands exportateurs de cacao^[11]. La majorité des producteurs de cacao sont de petits exploitants dont les plantations ont une superficie comprise entre deux et quatre hectares. Les petits exploitants dépendent généralement de la main-d'œuvre familiale pour les cultures vivrières et le cacao, mais emploient une main-d'œuvre supplémentaire et participent aux travaux communaux en période de forte demande de main-d'œuvre^[14, 57, 58, 84].

Un petit nombre d'études et quelques informations anecdotiques attirent également l'attention sur des cultures telles que l'ananas, la banane, la mangue, le sucre de canne, le caoutchouc, l'huile de palme, la noix de cajou, le riz et le coton^[5, 68, 85]. Ces cultures sont effectuées sur de grandes exploitations commerciales produisant uniquement pour le marché de l'exportation, ou réalisées par des coopératives de petits planteurs¹ et des petits exploitants qui organisent la production d'une manière similaire aux pratiques rencontrées dans les plantations de cacao.

Au Ghana par exemple, les ananas destinés à l'exportation sont produits par des coopératives de petits planteurs qui dépendent d'une main-d'œuvre familiale, par de grandes exploitations louées à des exploitants venus d'ailleurs qui embauchent un gérant et des ouvriers agricoles pour réaliser le travail, et par des producteurs exportateurs qui emploient des ouvriers agricoles pour leur propre production de base, mais ont également recours à des achats de produits agricoles auprès de plus petites exploitations^[10, 72]. Des enfants de tous âges peuvent participer aux activités associées à la production d'ananas dans la ferme familiale, et de 45 à 60 pour cent des travailleurs agricoles étaient âgés de 14 à 29 ans (une étude réalisée en 2006-2007 n'a recensé aucun travailleur âgé de moins de 14 ans). Cette étude indiquait également que trois-quarts des travailleurs étaient de sexe masculin, et un quart étaient de sexe féminin^[10], indiquant que les garçons comme les filles ayant presque atteint l'âge adulte pouvaient travailler dans les plantations d'ananas.

Ghana. Soixante-trois pour cent des parents ont expliqué qu'ils avaient demandé à leurs enfants de travailler en vue de les former et 33 pour cent parce qu'ils souhaitaient que leurs enfants apportent une contribution au foyer^[58, p. 127].

Ghana. Les enfants scolarisés devaient réaliser des travaux agricoles en faveur de l'école au moins une fois par semaine quand celle-ci cultivait de l'igname et du plantain, ces cultures pouvant être vendues afin de générer des recettes destinées à l'école^[12, p. 142].

Au cours de la saison agricole 2006-2007, 13,3 pour cent des enfants des écoles sondées participaient à des activités agricoles en faveur des enseignants, et 11,5 pour cent pour une ferme louée par l'école^[58, p. 119].

Cameroun. Les enseignants demandaient souvent à leurs élèves de travailler dans leurs plantations de cacao ou proposaient leurs élèves comme main-d'œuvre aux exploitants locaux pendant les heures d'école. Les enseignants étaient rémunérés pour le travail des enfants. Un directeur d'école avait menacé de prendre sa retraite si les autorités interdisaient cette pratique^[47, p. 19].

¹Les coopératives de petits planteurs se composent de petits exploitants qui ont conclu des arrangements formels et informels leur permettant de vendre leur production à des sociétés d'exportation, et sont souvent associées à des programmes de crédit pour l'achat d'engrais et de pesticides. Quand la demande est forte, les coopératives de petits planteurs peuvent vendre leur production à un prix plus fort, mais quand la demande est faible, les grandes entreprises ne tiennent pas toujours toutes leurs promesses^[10].

Au Bénin, au Burkina Faso et au Mali, le coton est essentiellement produit dans de petites exploitations faisant appel à une main-d'œuvre familiale, à des travaux communautaires et à une main-d'œuvre agricole sous contrat. Si l'essentiel des informations associées au travail des enfants documente la migration des garçons pour travailler comme ouvriers agricoles^[21, 52], certaines informations anecdotiques révèlent que les filles migrent également pour travailler dans le coton².

Les raisons pour lesquelles les enfants travaillent dans l'agriculture commerciale

La pauvreté est une raison importante pour laquelle les enfants travaillent dans l'agriculture commerciale, mais il est impossible d'avancer un argument basé uniquement sur des préoccupations économiques. **Si l'on se penche sur la demande associée à la production de cacao**, on découvre que de nombreux exploitants cherchent à compenser une baisse générale des rendements de la production de cacao^[57] et la stagnation des prix à la production^[4, 5, 48]. Les défenseurs d'une interdiction du travail des enfants en vue de les protéger de la traite et de l'esclavage expliquent l'emploi des enfants par l'incapacité des exploitants adultes à payer des salaires appropriés à une main-d'œuvre adulte, et donc par leur incapacité à attirer de jeunes hommes de plus de 18 ans pour travailler dans les fermes^[5, 47]. **Selon cet argument, l'augmentation de la demande d'enfants travailleurs découle du fait que de plus en plus d'exploitants n'ont pas les moyens d'employer des ouvriers plus âgés, physiquement plus forts et plus qualifiés.**

Les défenseurs de la perspective centrée sur l'enfant et sur la famille pointent du doigt le recours à une main-d'œuvre familiale et affirment que les exploitants qui n'ont pas suffisamment d'argent pour employer des ouvriers doivent trouver un équilibre entre leur volonté d'augmenter la production et leur souhait que leurs enfants se concentrent sur leur scolarité^[9, 57], et le fait que leurs enfants déscolarisés prennent part à leurs propres activités économiques^[34, 74, 87]. **Selon cet argument, la demande de travail des enfants dans l'exploitation familiale est limitée par des valeurs sociales et culturelles quant à la meilleure manière de préparer l'avenir des enfants^[88].** De plus, les exploitants ne dépendent pas uniquement du travail de leurs enfants. Une grande partie de la demande de main-d'œuvre est satisfaite par des femmes et des hommes d'âge adulte^[cf. 31, 38, 54, 56, 66]. **L'une des faiblesses d'un tel argument est qu'il n'explique pas vraiment pourquoi certains exploitants emploient des enfants de leur famille élargie ou qui n'appartiennent pas à leur réseau de parenté.**

Les préoccupations relatives à la formation pratique des enfants constituent une autre raison importante pour laquelle les parents demandent à leurs enfants de travailler dans l'exploitation familiale, qu'il s'agisse de culture vivrière ou commerciale. En raison des difficultés que rencontrent les enfants issus des régions rurales à trouver du travail, les parents sont désireux de donner à leurs enfants les compétences nécessaires pour leur permettre de devenir de bons exploitants^[57, 69].

Les enfants inscrits à l'école publique et coranique peuvent également travailler dans le cadre de leur éducation. Les enseignants de ces deux types d'écoles demandent aux enfants de travailler afin de les aider à produire des cultures vivrières ou commerciales, ou louent les enfants comme main-d'œuvre agricole pendant les heures d'école^[12, 19, 47, 58, 62, 64].

La demande de travail des enfants pourrait être réduite par le fait que les activités associées au cacao exigent de la force physique et des connaissances considérables^[58, 59]. Les enfants pourraient endommager les cabosses qui ne sont pas encore mûres et réduire ainsi la future récolte^[58].

L'histoire de la manière dont un trafiquant a été découvert par des fonctionnaires vigilants, relatée dans un article sur la traite au Burkina Faso, révèle également que de nombreuses filles migraient dans la vallée de Sourou pour travailler dans les champs de coton^[32].

Si l'on observe l'offre, on s'aperçoit que le travail des enfants, et notamment le travail des enfants migrants, s'il est analysé à travers le prisme de la traite et des pires formes de travail des enfants, s'explique par les conséquences de la pauvreté, de l'illettrisme, de l'ignorance, des forts taux de fertilité, de l'éclatement des familles, du VIH/sida, du décès des parents et de ce qui est souvent qualifié de « pratiques culturelles nuisibles ». La manière dont ces facteurs affectent concrètement la propension des enfants à migrer et à travailler comme ouvriers agricoles n'est pas détaillée^[cf. 4, 57]. Dans cette perspective, les enfants sont considérés comme les victimes de parents qui les envoient travailler sans tenir compte du bien-être ou de l'intérêt supérieur de l'enfant. Les enfants peuvent également être eux-mêmes considérés comme ignorants et inconscients des risques qu'ils courent lorsqu'ils essaient de satisfaire leurs besoins^[4, 5]. **Bien que la pauvreté soit considérée comme expliquant la participation des enfants à l'agriculture commerciale, les explications sociales et culturelles sont privilégiées par rapport aux justifications économiques.** Il arrive parfois que des questions d'ordre structurel, comme l'incapacité d'un gouvernement à garantir des écoles et des enseignants aux communautés rurales isolées, soient mentionnées^[4].

Dans une perspective centrée sur la famille et l'enfant, l'attention est attirée sur l'éventail de raisons localement enracinées pour lesquelles les enfants partent travailler hors de leur famille, et pour lesquelles leurs parents les y autorisent. Les raisons économiques mettent en avant certaines conséquences de la pauvreté, comme la nécessité pour les enfants en âge d'être scolarisés de participer à leurs frais de scolarité^[9, 15, 35] et la volonté des enfants d'acheter des marchandises leur permettant d'améliorer leur statut social au sein du foyer^[1, 15, 21, 34, 52, 61, 74, 75, 76], de contribuer au budget du foyer^[15, 35, 74, 75, 76] ou de migrer vers des destinations plus lointaines et présentant des perspectives de revenus plus importantes^[1, 52, 76]. **Dans cette perspective, la rationalité économique et les contraintes imposées par la pauvreté chronique sont mises en avant, mais une attention est également accordée aux normes sociales et culturelles qui soulignent l'importance du travail comme faisant partie intégrante de l'enfance et de la socialisation en vue d'acquérir des responsabilités associées à l'âge adulte.**

Ghana. Il est normal que des enfants se rendent chez des membres de leur famille élargie et décident de s'y installer. Dans de telles situations, les enfants cherchent à obtenir le consentement de leurs parents/tuteur et de leurs hôtes après avoir pris leur décision. Cependant, dans 85 pour cent des cas, la décision d'envoyer un enfant vivre dans une autre communauté était prise par ses parents, dans 11,4 pour cent par des membres de la famille élargie et, dans 3,4 pour cent des cas, par les enfants^[57, p. 73].

Une autre raison pour laquelle les enfants doivent travailler dans des cultures commerciales se rapporte aux réseaux de parenté. Les enfants suivent un flux de personnes bien établi depuis la région de la savane jusqu'aux zones de production de cacao^[4, 14], et les enfants migrants travaillent souvent pour un frère aîné ou un oncle. **Que ces enfants soient rémunérés pour leur travail ou qu'ils aient le sentiment qu'ils devraient l'être est une question qui mérite d'être posée, en particulier parce que les adultes et les enfants pourraient avoir des points de vue divergents sur la question^[77].** De plus, si les enfants et les jeunes considèrent que leurs revendications foncières sur le long terme ont plus de chances d'aboutir en travaillant pour leur oncle ou leur frère aîné, il est important d'évaluer les pratiques de succession au sein de la famille élargie^[13]. Il s'agit d'un domaine dans lequel il existe des différences entre les sexes : un plus grand nombre de jeunes hommes aspirent à hériter d'une exploitation appartenant à un parent par rapport au nombre de jeunes femmes aspirant à hériter d'un tel bien appartenant à une parente. Ceci pourrait s'expliquer par le fait qu'il existe davantage d'exemples d'exploitants accomplis que d'exploitantes accomplies^[39].

³Des hommes comme des femmes possèdent des plantations de cacao. Certains bénéficient de droits fonciers garantis car ils sont originaires de la région (pour l'essentiel, des hommes qui héritent traditionnellement de terres de leur père en vertu du lignage patrilinéaire ou du frère de leur mère en vertu du lignage matrilinéaire), ont acheté des terres ou ont négocié un accès de longue durée à la terre avec les anciens et les chefs du village^[2, 4]. Les femmes pourraient revendiquer un accès à la terre suite à un mariage, un défrichage ou en héritant de leur mère, comme ceci a été documenté dans les régions rizicole de la Gambie^[16, 17].

Il convient de noter que la mobilité au sein du réseau de parenté peut être associée à la fois à l'offre et à la demande. **Les exploitants pourraient recruter des enfants membres de leur famille élargie pour des raisons allant de la considération de ses enfants comme main-d'œuvre peu coûteuse à la considération qu'il est de leur devoir d'enseigner aux enfants à devenir migrants.** Les enfants et leurs parents pourraient également considérer cette mobilité comme un avantage : **du point de vue des enfants, lorsque les membres de leur familles peuvent leur payer le billet de bus ou leur faciliter l'accès à la terre ; les parents dans l'espoir que les membres de la famille constituent une garantie permettant de minimiser les risques que courent les enfants, puisqu'ils sont censés bien traiter les enfants et peuvent être tenus pour responsables par le réseaux de parenté.**

Comment les enfants accèdent-ils au statut de travailleurs agricoles rémunérés

Comme cela a pu être documenté dans les pays producteurs de cacao, de nombreux enfants travaillent dans l'exploitation familiale^[43, 57, 58]. Le rôle central que joue la main-d'œuvre familiale non rémunérée pour les producteurs de cacao et les notions culturelles dans les zones rurales d'appartenance à un foyer, qui obligent tous les membres valides d'un foyer à travailler pour le chef de famille, signifient que les enfants ne peuvent aisément prendre un emploi rémunéré dans les fermes voisines, sauf si le chef de famille les y autorise. C'est l'une des raisons pour laquelle la majorité des ouvriers agricoles payés est constituée de migrants.

Si certains enfants migrent pour rechercher du travail sans l'autorisation de leurs parents, nombre d'entre eux migrent avec l'aval et les encouragements explicites de leurs parents^[3, 8, 21, 34, 36, 74, 78]. La mesure dans laquelle les enfants, et en particulier les enfants plus âgés, ont leur mot à dire dans les décisions relatives au lieu dans lequel ils devraient vivre et travailler, ne devrait pas être sous-estimée. **La longue histoire des migrations joue un rôle important. Tout d'abord, les parents reconnaissent que les enfants pourraient s'enfuir du foyer s'ils n'avaient pas la liberté de satisfaire leurs propres aspirations. Deuxièmement, de nombreux parents ont eux-mêmes migré, et leur famille est dispersée en de nombreux endroits suite aux migrations**^[34, 57, 74, 77, 78, 88]. Troisièmement, différents membres de la famille pourraient être en désaccord quant à l'intérêt supérieur de l'enfant, et par conséquent, les relations de pouvoir et les négociations entre adultes déterminent la trajectoire migratoire d'un enfant.

Des études rapides réalisées dans les pays producteurs de cacao font état d'incidents de traite d'enfants, mais en nombre limité^[47, 70]. La raison pourrait en être que les enfants victimes de la traite sont cachés, et qu'il est donc difficile pour des étrangers de les interroger^[47], ou que la traite n'est pas un problème largement répandu.

Lorsque l'on analyse la migration des enfants sans leurs parents biologiques à travers le prisme de la traite et

Côte d'Ivoire. Un exploitant agricole expliquait comment il avait recruté des ouvriers originaires de son ancien village au Burkina Faso : « Quand j'ai besoin d'ouvriers, je retourne dans mon village au Burkina Faso et dis aux membres de ma famille que je cherche des gens pour m'aider dans ma plantation de cacao. S'ils ont des enfants qui sont toujours au village, ils me les envoient. Je fixe un prix avec leur père pour chaque enfant et le nombre d'années qu'il restera avec moi. Le père les envoie alors dans ma ferme ou mon frère vient chercher ceux qui sont trop petits pour se déplacer seuls. Je paie environ 100 000 francs CFA [US\$ 210] quand l'enfant est plus âgé, et 70 000 francs CFA [US\$ 147] quand l'enfant est jeune »^[4, p. 49-50].

À Abidjan, un jeune migrant de dix-huit ans décrivait comment il était devenu ouvrier agricole : « Quand j'avais 14 ans je suis parti pour Abidjan avec 10 000 francs CFA [9 USD] en poche et suis resté coincé en chemin [un billet jusqu'à Abidjan coûtant entre 25 000 et 28 000 francs CFA, l'équivalent de 48 à 53 USD].

J'ai d'abord travaillé dans la plantation de cacao d'un Mossi [du Burkina Faso] que j'ai rencontré en chemin et à qui j'avais expliqué que je venais d'arriver au Burkina et ne connaissais personne dans la région. Il m'a promis de me trouver un travail qui me permettrait de gagner 50 000 francs CFA [95 USD] en un an. En attendant, je travaillais dans son exploitation. Au bout de deux mois, je lui ai demandé ce qu'il en était du travail qu'il devait me trouver, mais il voulait que je reste avec lui pendant encore trois mois. Je ne pouvais rester avec lui aussi longtemps ; il passait son temps à m'insulter et voulait que je travaille plus dur. Il voulait que je reste, et pour finir, je me suis enfui sans avoir été payé pour mon travail ! »^[36, p. 65].

des pires formes de travail des enfants, on décrit souvent le recrutement comme une tromperie. Certains suggèrent que les parents envoient leurs enfants avec des parents ou des trafiquants et précisent les prix payés pour des enfants^[4, 85]. **Le langage employé rappelle celui de l'esclavage et de l'achat d'enfants travailleurs, mais il est tout d'abord peu probable que des exploitants courent le risque de payer d'avance dans le cas où l'enfant ou le jeune prendrait la fuite, tomberait malade ou s'avérerait être un mauvais travailleur.** Par conséquent, la somme d'argent citée par un exploitant burkinabé (voir encadré ci-dessus) est davantage susceptible de se rapporter à un contrat de travail oral fixant le salaire annuel. **Ensuite, quand les exploitants recrutent des enfants issus de la famille élargie, il n'existe aucune indication quant à l'âge réel des enfants. Les « enfants » peuvent être des adolescents ou être âgés d'une vingtaine d'années, mais si les exploitants se montrent respectueux, ils négocient les conditions de travail avec le chef de ménage qui gère le vivier de main-d'œuvre au sein du foyer.** Il convient cependant de garder à l'esprit que pour les activités relatives au cacao, les membres de la famille constituent l'essentiel de la main-d'œuvre et que ceux qui emploient des ouvriers agricoles en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Cameroun et au Nigeria emploient essentiellement des ouvriers adultes. Seule une minorité de producteurs (moins d'un pour cent des petites exploitations) employaient en 2001-2002 des travailleurs adolescents, qui venaient essentiellement du Burkina Faso^[29, 84].

La recherche menée dans une perspective centrée sur l'enfant et la famille en révèle davantage sur les recruteurs et suggère que certains opèrent à un niveau professionnel, leur permettant de gagner leur vie ou un revenu supplémentaire en facilitant l'embauche des enfants, alors que d'autres travaillent au sein de leur réseau social de parenté et d'amis^[20, 22, 41, 52]. **Les intermédiaires appartenant au réseau social peuvent être des migrants établis recrutant des travailleurs pour leurs propres exploitations ou pour d'autres exploitants, mais il peut également s'agir de jeunes migrants qui reviennent et souhaitent aider leurs amis et leurs frères et sœurs en leur proposant des perspectives de migration intéressantes, en leur évitant d'être dupés en les présentant à de bons employeurs et, non des moindres, en les aidant à renforcer leurs liens sociaux et leur statut en facilitant les opportunités pour d'autres enfants et jeunes et en recrutant de bons travailleurs pour leur employeur**^[20, 22, 36, 52, 78]. Au Bénin, par exemple, la facilitation du travail agricole par les pairs entre adolescents⁴ est de plus en plus courante, tout comme l'est le vivier de travailleurs migrants en quête d'un travail mal payé dans le secteur en déclin du coton^[52, p. 25].

Les enfants migrants sont également embauchés comme travailleurs de manière nettement plus hasardeuse quand ils sont à court d'argent alors qu'ils font route vers une destination lointaine. Par exemple, il arrive parfois que des jeunes du Sud-est du Burkina Faso entreprennent le voyage vers Abidjan sans disposer de suffisamment d'argent pour la totalité du voyage. Certains d'entre eux sont surpris par les sommes qu'ils doivent payer aux barrages routiers au Ghana et en Côte d'Ivoire, d'autres sont conscients de ces exigences mais espèrent s'en sortir sans avoir à payer de sommes trop importantes. Quand ils sont coincés, ils téléphonent à des membres de leur famille à Abidjan ou ailleurs en Côte d'Ivoire pour leur demander de l'aide ; ils attendent de leur famille qu'elle vienne les chercher ou s'organise avec un chauffeur de bus pour leur payer le billet à leur arrivée. Mais de tels arrangements doublent ou triplent généralement le prix du voyage, et certains parents pourraient refuser ou être dans l'incapacité d'aider des enfants indépendants qui ont entrepris un tel voyage sans en avoir les moyens et pourraient leur conseiller de trouver du travail là où ils se trouvent^[36]. Ces jeunes migrants trouvent souvent du travail dans les endroits où ils se sont retrouvés à court d'argent grâce à des migrants déjà installés originaires de la même région qu'eux ou, du moins, du même pays qu'eux^[18, 27, 77].

Contrat et conditions de travail

⁴De nombreux enfants issus des régions rurales disposent d'actes de naissance et de documents d'identité réalisés plusieurs années après leur naissance, par exemple lors de leur inscription à l'école, quand ils commencent à migrer ou quand ils décident de migrer dans des pays voisins. Les chercheurs qui reconnaissent le caractère arbitraire des dates de naissance figurant sur ces documents utilisent souvent des catégories d'âge moins rigides.

Les conditions de travail des enfants dans l'agriculture commerciale vont du travail après l'école, pendant les week-ends et les vacances scolaires au travail à plein temps comme ouvriers agricoles embauchés^[21, 48, 57, 58, 63].

Le travail accompli par les enfants dépend du type de culture. Dans les cultures pérennes comme le cacao, le caoutchouc ou l'huile de palme, l'essentiel du travail dans les exploitations établies consiste à désherber, entretenir les champs, récolter et effectuer les traitements post-récolte^[57, 58, 85], alors que dans les cultures annuelles, comme le coton et le riz, ceci inclut également le labourage et l'ensemencement et, à de rares occasions quand la terre était en jachère, le défrichage. Le travail dans les potagers à la saison sèche nécessite généralement une irrigation manuelle plusieurs fois par jour. La scolarité des enfants pourrait limiter les tâches auxquelles ils participent ; par exemple, en Guinée, les enfants participaient davantage au défrichage de la terre et à sa préparation qu'à la récolte, car les premières tâches coïncidaient avec les vacances scolaires^[48].

Les tâches attribuées aux enfants dans l'exploitation et la charge de travail associée diffèrent en fonction de l'âge et du sexe^[58]. Dans les plantations de cacao, toutes les tâches associées au transport dans la ferme sont considérées comme le travail des enfants. Les enfants âgés de 15 à 17 ans accomplissent généralement des tâches plus lourdes que les jeunes enfants, et participent par exemple à la préparation de la terre, à la récolte et l'ouverture des cabosses de cacao, alors que les enfants plus jeunes se voient plutôt confier le désherbage, le rassemblement des cabosses récoltées et le transport des cabosses et de l'eau entre différents points de la ferme. Les études montrent que les garçons constituent l'essentiel de la main-d'œuvre enfantine dans les plantations de cacao, les filles participant davantage à d'autres activités de l'exploitation et aux tâches domestiques^[5, 6, 8, 41, 48, 57, 58, 59, 71]. Les filles peuvent cependant également aller chercher de l'eau et transporter des semis, des cabosses et des fèves de cacao.

Ghana. Les enfants âgés de cinq à 12 ans participent essentiellement au désherbage, au rassemblement et au transport des cosses vers les points où elles sont cassées, transportent de l'eau pour la pulvérisation dans la ferme et transportent les fèves fermentées jusqu'aux lieux où elles sont séchées. Les enfants plus âgés (15 à 17 ans) participent également à des tâches supplémentaires comme la récolte des cosses, leur ouverture et la coupe du gui. Ces activités, comme le confirment les communautés, peuvent parfaitement être réalisées par des enfants^[58, p. xxv].

Les activités auxquelles les enfants participent ne sont pour l'essentiel pas dangereuses, et celles qui sont considérées comme dangereuses sont essentiellement accomplies par des enfants plus âgés^[58, p. 131].

La majorité des enfants travaillant dans les plantations de cacao au Ghana se voit attribuer des charges de travail raisonnables qui n'interfèrent pas avec leur scolarité : en 2007, ils avaient travaillé moins de 16 heures par semaine^[8, 58]. En moyenne, les enfants en Côte d'Ivoire travaillent plus (ils avaient travaillé 22,9 heures par semaine en moyenne en 2004), mais **des variations intéressantes ont été découvertes, rendant toute moyenne peu pertinente**. Les enfants venus des pays voisins travaillaient davantage que les enfants ivoiriens ; les enfants qui avaient quitté l'école travaillaient davantage que les enfants scolarisés, mais aussi davantage que les enfants qui n'avaient jamais été scolarisés. Les enfants qui étaient rémunérés étaient ceux qui effectuaient le plus d'heures et les enfants qui travaillaient pour leurs parents effectuaient plus d'heures que ceux qui travaillaient pour un parent éloigné^[48]. **Il est par conséquent important d'étudier les dynamiques associées au travail des enfants afin de pouvoir élaborer des interventions de protection appropriées.**

Les saisons régulent le travail des enfants qui travaillent dans l'exploitation familiale ou sont employés comme main-d'œuvre journalière, étant donné qu'ils travaillent souvent davantage pendant les périodes qui nécessitent le plus de travail, en particulier lors de la plantation, du désherbage et de la récolte. Les enfants employés dans le cadre d'un contrat de plus longue durée travaillent généralement plus dur. Ils travaillent dans différentes cultures et dans les potagers de saison sèche. Ils ont également moins de temps libre que les enfants qui travaillent pour leur père ou leur mère^[21, 57, 63].

La plupart des enfants travaillent dans de petites exploitations pour des membres de leur famille. Le travail est souvent ancré dans des contrats intergénérationnels implicites, qui déterminent grossièrement les responsabilités et obligations des différents groupes de membres du ménage. Dans de tels cas, le travail dans les cultures commerciales est considéré comme un travail ménager et les revenus sont considérés comme faisant partie du budget du ménage permettant de subvenir aux besoins de toute la famille^[58]. Des enfants peuvent cependant recevoir des cadeaux, de l'argent, se voir payer leurs frais de scolarité ou d'apprentissage après la récolte en échange de leur travail^[35, 39]. Les enfants peuvent être traités comme des employés rémunérés quand ils travaillent pour des parents éloignés.

Dans les petites exploitations, il est rare que des contrats d'embauche écrits soient utilisés pour définir la relation entre le propriétaire et les travailleurs, mais le travail des enfants reste néanmoins réglementé par des accords oraux. **Trois types de contrats sont couramment utilisés pour le travail dans les cultures commerciales à petite échelle : les contrats annuels, les contrats à court terme et les contrats journaliers ou à la tâche.** Les contrats annuels sont courants et signifient que les ouvriers sont payés une fois par an, une fois que l'exploitant a touché l'argent de sa récolte, c.à.d. parfois après la récolte. Les contrats à court terme sont souvent liés à un travail à forte consommation de main-d'œuvre, en particulier lors de la récolte. Les enfants sont employés en vertu de tels contrats à court terme lorsqu'ils migrent pendant les vacances scolaires pour participer à la récolte du coton^[21], de l'igname^[40] ainsi que d'autres cultures. Enfin, les contrats de travail journalier ou à la tâche sont courants dans certaines régions et font généralement l'objet d'une rémunération immédiate. Le travail journalier est courant quand la disponibilité des enfants à travailler pour eux-mêmes est n'est pas régulière et dépend de la permission accordée par leur père ou un autre membre de leur famille pour qui ils travaillent habituellement. Un tel travail peut donc être réalisé près de leur lieu de résidence habituel.

Côte d'Ivoire. Moins de 16 pour cent des enfants qui avaient souffert d'une blessure au travail s'étaient rendus dans un centre de santé, en dépit du fait que 10 villages sur 12 ne disposaient pas d'une telle structure.

Ghana. En cas de blessure grave, environ un tiers des enfants se rendaient dans un centre de santé ou un hôpital^[48, p. 17].

Les paiements annuels ou les paiements en fin de contrat à courte durée peuvent être versés en espèces et/ou en nature. Le paiement inclut fréquemment un billet de retour en bus, ce qui illustre de nouveau le tissu social des relations de travail lié à la parenté, quand des parents plus âgés ou mieux pourvus doivent payer le billet de retour de leur « visiteur ». Les paiements en nature peuvent inclure un vélo, des vêtements ou autre article valorisé par les enfants qui travaillent^[21]. **L'avantage des paiements forfaitaires est qu'ils facilitent l'épargne^[21] et sont un moyen de réduire les vols.** De nombreux employés embauchés dans le cadre de contrats annuels et à court terme sont logés et nourris à la ferme ; certains se voient donner des repas préparés par les femmes du foyer ; d'autres se voient donner des céréales et des ingrédients pour préparer des sauces qu'ils doivent cuisiner eux-mêmes ; et d'autres encore se voient remettre un petit lopin de terre sur lequel ils peuvent cultiver des ignames et du manioc^[5]. Que les calculs des dépenses consacrées à l'alimentation soient effectués de manière transparente ou non, ceci résulte sur une réduction du salaire.

Côte d'Ivoire. Si les ouvriers adultes gagnaient en moyenne entre 86 400 et 108 000 francs CFA [164-205 USD] par an en 2006, les enfants de moins de 18 ans ne gagnaient que 50 000 francs CFA [95 USD] par an. Ceci s'explique par le fait qu'il est plus simple de maintenir les salaires des jeunes ouvriers agricoles à un faible niveau et qu'ils sont plus faciles à contrôler^[71, p. 28].

Risques et abus

Les enfants se trouvent confrontés à plusieurs **risques physiques lorsqu'ils travaillent dans des cultures commerciales.** La surcharge de travail, l'utilisation de machettes par les enfants⁵, le rôle de ces derniers dans le transport des cosses de cacao et d'autres cultures, et leur participation à la pulvérisation de pesticides et

⁵ Au Ghana, la machette peut également être appelée coutelas.

autres produits chimiques constituent des dangers pour la santé fréquemment abordés^[47, 59, 71]. Les enfants qui travaillent dans les plantations de cacao se plaignent régulièrement de douleurs dans le cou, le dos, les épaules et les bras^[47, 89]. Au Ghana, un pour cent des enfants réalisait un travail hautement intensif et passait quatre heures par jour ou plus aux activités agricoles après l'école^[8] et en Guinée, 28 pour cent des enfants qui travaillaient dans l'agriculture portaient des charges supérieures à 30 kilos^[48]. Certains rapports indiquent que les enfants pourraient souffrir de blessures musculo-squelettiques à long terme^[71], d'autres indiquent que les preuves scientifiques documentant les conséquences à long terme d'un travail aussi physique à un jeune âge font défaut^[60]. Il est par conséquent difficile d'évaluer les conséquences physiologiques d'un tel travail.

Une attention plus importante a été accordée à l'**impact négatif du travail hautement intensif sur la scolarité des enfants**^[58]. Les enfants peuvent travailler à plein temps dans la ferme car leurs parents sont trop pauvres pour les inscrire à l'école, l'école peut être trop loin de leur communauté, les enseignants peuvent être fréquemment absents ou encore parce que leurs parents ont besoin de leur travail^[29, 44, 47]. Le lien entre la production de cacao et l'éducation n'est pas négatif en soi : l'argent gagné grâce au cacao peut donner aux parents les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, moyens qu'ils n'auraient pas sans le cacao^[29].

Concernant l'utilisation très médiatisée des machettes par les enfants, il est important de noter les variations qui émergent de différentes études. Des évaluations rapides réalisées en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Ghana et au Nigeria en 2004 ont révélé que les blessures physiques les plus courantes étaient les coupures de machettes ou découlant d'un contact avec des bâtons tranchants et des branches sur la ferme et avec les arêtes tranchantes des outils utilisés pour la récolte^[47]. Des études menées en Côte d'Ivoire ont indiqué que neuf pour cent des enfants âgés de six à 12 ans avaient souffert de coupures de machettes, de même que 15 pour cent des 13-14 ans et 23 pour cent des 15-17 ans^[37]. La proportion d'enfants souffrant de blessures découlant de l'utilisation de machettes augmente ainsi avec l'âge, ce qui est corrélé à l'introduction progressive de tâches plus lourdes et plus difficiles. Il est important de ne pas oublier que les **enfants vivant dans des foyers ruraux sont familiarisés à un large éventail de tâches à la ferme et dans la sphère domestique exigeant l'utilisation de machettes. Les garçons comme les filles apprennent donc à utiliser des machettes à partir d'un âge relativement jeune**^[12].

Une impression opposée émane d'une étude réalisée au Ghana, où aucun des 610 enfants travaillant dans des plantations de cacao ne se plaignaient de blessures découlant de l'utilisation de machettes. **De telles différences dépendent de la manière dont les questions sont posées, à qui, et si l'accent est mis sur les blessures mineures ou sur celles ayant un effet durable.** Cela ne revient pas à dire que les enfants ne se blessent pas lorsqu'ils travaillent ; ils souffrent de blessures allant de blessures provoquées par des machettes, des chutes de souches d'arbre, de glissades et de chutes, de piqûres aux doigts et de piqûres d'épines, de morsures de serpent, de douleurs aux jambes/au cou, de corps étrangers pénétrant dans les yeux, d'éruptions cutanées et de démangeaisons dans le dos, mais ils considèrent que celles-ci n'ont pas d'effet à long terme sur leur santé et leur bien-être^[57, 58]. Dans les communautés rurales reculées, le traitement le plus courant des petites blessures est un traitement auto-administré consistant en un mélange d'herbes traditionnelles et de médicaments modernes^[48].

Les vêtements de protection peuvent protéger les travailleurs contre les blessures mineures et, **parmi les enfants participant à des activités associées au cacao au Ghana en 2007, 69 pour cent portaient des chaussures et près de 95 pour cent portaient des vêtements, comme des pantalons, des chemises à manches longues et des robes longues**^[59], **alors que 95 pour cent des enfants travaillant dans les fermes au Ghana ne portaient aucun vêtement de protection**^[48]. Bien que des chaussures comme des sandales, des pantoufles et des chaussures en toile fournissent une protection inadéquate, il vaut mieux les porter que de marcher nu-pieds. De plus, les vêtements de protection professionnels connus grâce aux anciens sites industriels ne sont ni abordables, ni simples à obtenir pour les exploitants pauvres des communautés rurales reculées^[48, 58, 59]. Certains vêtements de protection sont également inappropriés pour les climats chauds, où leur utilisation pourrait augmenter le risque de stress thermique^[48].

La participation des enfants à la pulvérisation varie d'un pays à l'autre. Les enfants plus âgés sont davantage susceptibles de réaliser ce type de travail que les jeunes enfants. Au Ghana, les enfants participent essentiellement à la collecte de l'eau destinée à la pulvérisation, mais près d'un cinquième des enfants reste dans la zone pendant la pulvérisation, que ce soit pour aller chercher plus d'eau ou simplement pour regarder^[58]. De plus, les enfants pourraient manipuler les conteneurs de pesticides vides ainsi que l'équipement de pulvérisation^[85]. En raison de leur plus petite taille et de leur développement neurologique et physiologique, les enfants courent souvent un plus grand risque d'empoisonnement que les adultes quand ils sont exposés par voie orale ou par contact cutané à des niveaux de vapeurs de pesticides similaires^[48, 85]. **De nombreux exploitants n'ont pas conscience des risques associés aux gaz qui se propagent dans l'air pendant et après la pulvérisation, ni à la plus grande sensibilité des enfants aux dommages**^[8, 48, 85].

Hormis les risques physiques directement associés au travail agricole, les enfants, et en particulier les enfants employés comme travailleurs agricoles, sont victimes de différents types d'abus. L'abus le plus fréquent est le non versement des salaires. Les raisons vont de l'intention d'exploiter à l'incapacité à payer le salaire promis en raison de fluctuations imprévisibles dans la production et l'établissement des prix, des retards dans la réception du paiement des acheteurs ou de dépenses imprévisibles. Quelles que soient les raisons, le non paiement sape la capacité des enfants à atteindre leurs objectifs, les entraînant à migrer pour trouver du travail dans l'agriculture commerciale dans le premier lieu venu^[6, 18, 21, 52]. x

Les contrats à court terme et le travail journalier sont de plus en plus courants chez les travailleurs migrants comme moyen de sécuriser les paiements. Ceci peut être le cas chez des migrants, enfants et jeunes, qui ont vécu l'expérience d'un employeur ne leur versant par

Côte d'Ivoire. La plupart des enfants migrants venus du Mali et du Burkina Faso et travaillant dans des exploitations de cacao y passaient deux à trois ans. Ils ont indiqué qu'on leur avait dit qu'ils n'avaient pas assez travaillé pour que leur transport soit payé lorsqu'ils demandaient à être payés au bout de la première année, et les exploitants trouvaient d'autres excuses pour ne pas les payer les années suivantes. Certains enfants travailleurs parvenaient à négocier un salaire annuel de 50 000 francs CFA [US\$ 95], soit environ la moitié de ce à quoi ils s'attendaient^[5, p. 3-4].

Bénin. Les conflits répétés liés au non respect par des employeurs de leurs responsabilités ont donné lieu à une augmentation du nombre de contrats écrits, et à un passage généralisé à des relations formelles entre les travailleurs et leur employeur. Le non-respect des contrats a également donné lieu à une préférence pour des contrats à durée raccourcie chez les travailleurs^[52].

Ghana. Neuf pour cent des travailleurs agricoles participant à la pulvérisation dans des exploitations commerciales d'ananas étaient âgés de 14 à 20 ans^[9].

Seul 1,2 pour cent des enfants participent activement à la pulvérisation de pesticides et de fongicides dans les exploitations de cacao, et 4,1 pour cent dans l'application d'engrais^[58, p. 90].

Cameroun. Dix pour cent des enfants âgés de cinq à sept ans participent à des activités de pulvérisation, mais il est plus courant que des enfants plus âgés soient en charge de ces activités^[48, p. 16].

Nigeria. Environ trois pour cent des garçons participaient à la pulvérisation, 18 pour cent aidaient au mélange des pesticides et de l'eau, et 20 pour cent aidaient à transporter le pulvérisateur une fois le produit mélangé. La tendance était similaire pour les filles^[48, p. 16].

leur salaire à une ou plusieurs reprises, ou pourrait correspondre à un changement plus général dans un contexte donné. Bien que les contrats plus courts et journaliers soient susceptibles d'augmenter le risque de ne pas trouver du travail tous les jours, ceux-ci peuvent également augmenter le pouvoir de négociation des enfants travailleurs et les protéger de l'exploitation étant donné que les enfants ne sont plus dépendants d'un seul employeur et s'aperçoivent plus rapidement s'ils risquent de ne pas être payés^[6, 21, 52, 61]. Ces changements viennent en réaction aux défauts de paiement des employeurs, mais aussi à la difficulté de déposer une plainte auprès des autorités dans bon nombre des communautés agricoles reculées. En Côte d'Ivoire, par exemple, la distance entre les communautés agricoles et le poste de police le plus proche est généralement supérieure à 22 km^[7].

Les implications à long terme du travail dans l'agriculture commerciale pour les enfants

L'absence d'études longitudinales sur les enfants qui travaillent ou ont travaillé dans l'agriculture commerciale rend difficile la détermination des implications d'un tel travail à plus long terme. **Par conséquent, il est important d'étudier ce que les enfants eux-mêmes pensent des activités et alternatives possibles en tant que main-d'œuvre employée, des revenus potentiels et, plus important encore, du type de compromis que les enfants issus de familles pauvres doivent faire au fil des ans.** Les entretiens qualitatifs menés donnent un aperçu des sentiments des enfants quant à leur travail, de ce qu'ils attendent de l'emploi ou de leur contribution aux activités productives de la famille, et de ce qu'ils espèrent faire et devenir à l'avenir. De tels récits peuvent être influencés par un incident particulier qui les a rendu heureux, tristes, fait qu'ils en ont assez ou sont satisfaits. Ils ne reflètent cependant pas les changements de points de vue des enfants ou des adultes au fil du temps quant à ce que les enfants devraient faire, quant à ce qui les satisferait, aux opportunités qu'ils devraient poursuivre, et à la manière dont ils devraient gérer les différentes contraintes qu'ils rencontrent. Les difficultés auxquelles les enfants travaillant dans le cacao, le coton, le riz et autres cultures commerciales sont exposées ne devraient pas être ignorées, mais l'incapacité à voir les enfants comme des entités sociales qui gèrent leur situation du mieux qu'ils le peuvent, par exemple en travaillant pour payer leurs frais de scolarité, acquérir d'autres compétences ou épargner afin de lancer leur propre affaire, entravent l'identification de la meilleure façon de protéger et soutenir ces enfants et leurs familles.

Développement, éducation et apprentissage de l'enfant

Il est important de se pencher sur les pratiques locales en termes d'éducation des enfants afin de comprendre les idéologies sous-jacentes chez les adultes quant aux attentes qu'ils ont des garçons et des filles d'âges différents, mais également pour comprendre les attentes que les enfants et les jeunes ont vis-à-vis de leurs parents. **Pour les enfants issus de familles pauvres, le travail est un élément essentiel de leur éducation, et est donc une notion de l'enfance constituée localement.** Des connaissances insuffisantes sur les communautés rurales, et la manière dont la pauvreté affecte leur vie ont résulté sur la formulation d'hypothèses telles que les parents pauvres ou illettrés

Ghana. La majorité des enfants issues de ménages possédant une exploitation de cacao combine travail et éducation ; en 2007, 87,9 pour cent des enfants âgés de cinq à 12 ans étaient inscrits à l'école, ainsi que 95,5 pour cent des enfants âgés de 13 et 14 ans et 83,9 pour cent des enfants âgés de 15 à 17 ans^[8].

Côte d'Ivoire. Pour les enfants, l'accès à une scolarité formelle est limité ; neuf pour cent des communautés exploitant le cacao n'ont pas d'école primaire, et les enfants doivent souvent parcourir trois kilomètres pour se rendre à l'école. Aucune de ces communautés n'a d'école secondaire, la plus proche se trouvant souvent à plus de 10 kilomètres^[7].

Une étude réalisée en 2002 indiquait que 42 pour cent des enfants en âge d'être scolarisés vivant dans des ménages produisant du cacao étaient inscrits, contre 36 pour cent des ménages non producteurs de cacao^[53, cité en 9].

Mali. Un certain nombre de filles scolarisées à Kolondiéba migraient à Tengrela en Côte d'Ivoire afin de participer au traitement du riz pendant les vacances d'été, et parvenaient à combiner migration liée au travail et poursuite de leurs études^[18, p. 52].

ignoraient ce qui était dans l'intérêt de leurs enfants. Pour les nombreux enfants qui travaillent dans les cultures commerciales sur la ferme familiale, un travail approprié à l'âge et à la stature de l'enfant est important pour permettre à ces enfants d'apprendre des compétences pratiques et d'acquérir le statut social associé aux transitions qui surviennent au cours de la vie^[6, 8, 34, 36].

Bon nombre d'enfants reçoivent de la terre afin de cultiver leur propre champ dès l'âge de douze ou quatorze ans, certains enfants plus âgés pouvant commencer à gérer une exploitation de cacao pour un parent, d'autres participant à la vente de produits et à d'autres activités génératrices de revenus pour leur propre compte. Les parents sont conscients des désirs des enfants de gagner de l'argent et pourraient rémunérer les enfants pour le travail fourni dans les cultures commerciales. **Ceci constitue un moyen de transmettre des compétences sociales et économiques aux enfants, en les intégrant progressivement aux sphères économiques masculines et féminines et en les encourageant à prendre des responsabilités adaptées à leur âge**^[34, 36, 74, 88]

Bon nombre d'enfants travaillant comme travailleurs agricoles embauchés considèrent que le travail est difficile, car il leur est souvent demandé de travailler plus que dans l'exploitation familiale. Ceux qui migrent dans d'autres régions agroclimatiques apprennent également de nouvelles techniques d'exploitation^[5], le cacao demandant par exemple plus de travail à la machette que ce à quoi les enfants vivant dans la région des savanes sont habitués. Néanmoins, la plupart déclarent être prêts à « souffrir », à travailler dur, pour gagner un salaire en espèces ou en nature, et seuls six pour cent des enfants interrogés lors d'une étude menée en Côte d'Ivoire se sont déclarés mécontents de leur travail^[6].

La priorité accordée à l'enseignement varie d'un pays à l'autre, entre autres en raison de différences dans l'offre d'opportunités éducatives par le gouvernement en termes de fourniture de bâtiments scolaires, de formation des enseignants et de développement d'un programme approprié. Cependant, même dans les pays jouissant d'un service relativement bon, l'entretien des bâtiments scolaires et l'organisation du placement des enseignants permettant de réduire les absences des enseignants et de réglementer ce comportement pourraient faire défaut dans les communautés rurales reculées^[9, 12, 42, 47, 50, 78].

Enfin, la valeur accordée à l'éducation formelle par les adultes et les enfants varie, tout comme la capacité des parents, des autres membres de la famille ou des enfants eux-mêmes à régler les dépenses extrascolaires pour les enfants du primaire et les frais de scolarité pour les enfants du secondaire. Par conséquent, **les taux de scolarisation reflètent un éventail de problèmes, la nécessité du travail des enfants dans les fermes pouvant en être un. Cependant, un point important est que les taux de scolarisation ne fournissent pas à eux seuls d'informations sur les raisons pour lesquelles les enfants vont ou non à l'école. Par conséquent, il est possible d'en déduire un lien de cause à effet entre le travail des enfants dans le cacao et les statistiques de faibles taux de scolarisation.**

La migration des enfants en vue de travailler dans l'agriculture commerciale ou ailleurs est souvent perçue par les parents et les jeunes comme un processus d'apprentissage de la valeur du travail, des méthodes de travail, du respect des personnes ayant un statut social plus élevé et de l'importance d'économiser pour avoir de l'argent pour se nourrir, se soigner, et les investissements de nature symbolique ou matérielle, comme l'offre de cadeaux, la contribution aux funérailles et autres cérémonies importantes, l'investissement dans des animaux, un logement, des ressources productives, etc.^[74]. De plus, les enfants migrants acquièrent rapidement des compétences dans l'économie de la « débrouillardise », et parviennent à trouver des moyens de gérer les contraintes économiques et les possibilités très limitées pour tirer le maximum du peu qu'ils ont. De telles compétences sont importantes, tant dans les économies rurales qu'urbaines^[6, 21, 36, 55, 61, 86].

Trajectoires professionnelles et mobilité sociale ascendante

Le travail dans les cultures commerciales pourrait faire partie du travail effectué pour la famille ou pourrait être un travail rémunéré, auquel cas les enfants sont souvent des travailleurs migrants. Quand ils travaillent pour leur famille, les enfants n'observent que rarement un véritable changement dans leur statut au sein de la

famille, alors qu'ils fournissent progressivement plus de travail dans les cultures commerciales. Ils pourraient cependant être récompensés par des cadeaux, une inscription à l'école ou une formation technique en reconnaissance de leur bonne attitude^[36]. Les parents et les enfants qui mettent l'accent sur l'éducation et/ou la formation technique le font souvent en dépit des difficultés à trouver un emploi formel assorti d'un salaire sûr. La raison en est qu'ils évaluent les perspectives futures de gagner leur vie décemment dans l'agriculture commerciale comme limitées ; en particulier avec des prix à la production en baisse pour le cacao et le coton^[9, 21, 52, 57]. **L'espoir que l'école puisse ouvrir des portes sur un travail non agricole de quelque nature que ce soit est susceptible de limiter les demandes par les parents du travail des enfants afin de ne pas entraver leur scolarité.**

Dans de nombreux ménages, la main-d'œuvre constitue un obstacle au maintien et à l'augmentation de la production, le chef du ménage ne peut donc généralement pas se permettre de laisser ses enfants prendre un travail rémunéré aux dépens du travail dans l'exploitation familiale. Par conséquent, les enfants migrent souvent s'ils souhaitent travailler comme travailleurs agricoles et gagner de l'argent pour leur propre compte. À l'exception des ménages très pauvres où les paiements perçus par les enfants de moins de 18 ans pourraient contribuer au paiement de la nourriture, des frais médicaux ou de scolarité pour les plus jeunes membres du foyer, les enfants migrants doivent souvent acheter leurs propres vêtements et pourvoir à leurs besoins de base, et sont encouragés à économiser afin d'investir leur argent dans des activités productives, comme l'élevage du bétail, le commerce, le suivi d'un apprentissage, etc. Par conséquent, ce qui sous-tend les décisions des parents pauvres d'autoriser leurs enfants plus âgés à travailler loin de la ferme familiale est une reconnaissance de leur incapacité à pouvoir donner à leurs enfants tout ce dont ils ont besoin^[6, 36, 88]. Mais de telles décisions sont également motivées par l'espoir qu'à long terme, les enfants parviendront à aider leurs parents devenus vieux.

Le travail migrant dans l'agriculture commerciale offre de bonnes perspectives d'amélioration de la position sociale des enfants et des jeunes, par rapport au petit commerce et à l'exploitation agricole indépendante, qui n'est possible qu'une fois le travail dans l'exploitation familiale terminé. Les enfants qui migrent pour travailler reviennent avec de l'argent, de nouveaux vêtements et/ou un vélo et bénéficient d'une reconnaissance sociale en tant que « migrants accomplis ». Cela ne signifie pas automatiquement qu'ils deviennent indépendants, mais la démonstration de cette capacité à endurer la vie de migrant et à économiser de l'argent leur confère une nouvelle place au sein de la famille^[74]. Les enfants qui travaillent entrent dans les relations d'interdépendance au sein d'un ménage : il est possible de faire appel à eux dans des situations de besoin^[88], il travaillent avec plus de zèle, et en endossant davantage de responsabilités sociales et économiques, les enfants sont perçus comme de « bons enfants »^[33]. Dans le Sud-est du Burkina Faso, les chefs de ménage trouvent parfois une femme à leurs fils migrants au sortir de l'adolescence ou au début de la vingtaine afin de maintenir les liens sociaux avec le ménage^[90].

Même ceux qui reviennent les mains vides peuvent bénéficier d'une reconnaissance s'ils ont souffert de l'outrage de ne pas avoir été payés après avoir travaillé pendant un, deux ou trois ans. **Les situations d'exploitation sont suffisamment courantes pour que les membres de la communauté d'origine compatissent avec l'enfant ; ils essaient aussi fréquemment de négocier un paiement** avec le propriétaire de l'exploitation s'ils le connaissent ou connaissent sa famille ou, en de rares occasions, en déposant une plainte auprès de l'administration compétente^[90]. Les jeunes ont également de plus en plus recours aux administrations publiques pour réclamer ce qui leur revient^[6, 52]. Un autre mécanisme visant à éviter toute déception consiste à migrer dans des zones urbaines, où les salaires sont généralement versés tous les mois ou quotidiennement. Le travail dans l'agriculture commerciale pourrait contribuer à payer le trajet jusqu'à la ville aux zones urbaines plus éloignées^[90].

Initiatives en termes de politiques et de programmes

Ce document se penche sur le travail réalisé afin de protéger les enfants travaillant dans l'agriculture commerciale des dangers qui affectent négativement leur capital humain et évalue l'efficacité des initiatives programmatiques. Étant donné le manque de données statistiques sur le travail des enfants, l'efficacité ne peut être mesurée en nombre d'enfants qui travaillent ou d'enfants réalisant un travail dangereux. Au lieu de cela, une évaluation plus qualitative est nécessaire afin de déterminer si les politiques et les programmes sont basés sur une compréhension nuancée des circonstances dans lesquelles les enfants travaillent dans la culture de rente, des notions locales de l'enfance et de la famille et des alternatives au travail dans l'exploitation familiale ou comme main-d'œuvre agricole.

Les politiques internationales de la fin des années 1990 et du début des années 2000 se fondaient sur l'hypothèse que la plupart des enfants travaillant dans l'agriculture commerciale étaient des travailleurs qui accomplissaient un travail dangereux et étaient victimes de la traite^[23, 49, 82]. Cette perspective sur le travail des enfants est informée par l'expérience négative des enfants qui ont été victimes de la traite ou d'une exploitation. Elles ne prennent pas en considération les nombreux enfants qui travaillent dans l'exploitation familiale ou migrent pour travailler sans être dupés par ceux qui les recrutent, ni être exploités par les propriétaires d'exploitations^[25]. En conséquence, les interventions politiques et programmatiques se sont préoccupées de décourager ou empêcher les enfants de quitter leurs communautés d'origine et de rapatrier les enfants vivant et travaillant ailleurs^[18, 24, 25]. L'idée que les enfants souffriront s'ils sont loin de leurs parents tire son origine d'une notion mondialisée de l'enfance comme une période au cours de laquelle les enfants sont protégés au sein de la famille, vont à l'école et n'ont pas de responsabilités^[36].

Les environnements politiques ont été plus ambigus. D'un côté, les normes internationales sont reflétées dans le droit du travail national dans toute la région, où l'âge minimum d'admission à l'emploi varie entre 14 et 16 ans, et le travail dangereux est interdit à toute personne âgée de moins de 18 ans. **Seule la législation du Ghana relative à l'école obligatoire est antérieure au Protocole Harkin-Engel⁶, l'impact du plaidoyer international sur les législations nationales est donc remarquable.** D'un autre côté, la mise en application de la législation sur la protection de l'enfance tend à être trop laxiste et entravée par le manque de ressources allouées aux services devant sensibiliser la population rurale à l'existence de ces lois et garantir leur respect par les exploitants^[47, 48, 50].

Ghana. Dès le début des années 1990, la législation stipule que l'école est obligatoire. Le droit du travail autorise les enfants à prendre part à un travail léger dès l'âge de 13 ans à condition que cela n'interfère pas avec leur scolarité ; l'âge minimum général pour l'embauche est de 15 ans et l'âge de 18 ans est l'âge minimum auquel il est autorisé de participer à des travaux dangereux^[58].

Côte d'Ivoire. L'école n'est pas obligatoire ; l'âge minimum d'admission au travail salarié est de 14 ans, bien qu'il soit relevé à 18 ans pour le travail dangereux. La législation ivoirienne stipule que dans l'agriculture, le travail dangereux consiste en les activités suivantes : l'abattage d'arbres, le brûlage des champs, l'application de produits chimiques destinés à l'agriculture de tout type et le transport de lourdes charges^[37, 69].

Prévenir le travail des enfants dans les activités dangereuses : interdiction, sensibilisation et éducation

Les conventions internationales ont pour objectif d'éliminer le travail agricole des enfants considéré comme dangereux ou les privant de leurs droits. L'interdiction est appuyée par la Convention internationale des droits de l'enfant, la Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi rémunéré, la Convention n° 182 de l'OIT relative à l'élimination des pires formes de travail des enfants pour tous les enfants âgés de moins

⁶Le Protocole Harkin-Engel a été signé par la Chocolate Manufacturers Association et la Fondation mondiale du Cacao le 19 septembre 2001 à Washington, avec des signataires et témoins issus de groupes de l'industrie, des gouvernements américain, ghanéen et ivoirien, de l'OIT, des syndicats et des groupes d'activistes^[49, p. 14].

de 18 ans. Au début des années 2000, les appels à des interventions visant à éliminer le travail des enfants dans la filière cacao ont résulté sur des processus dans lesquels les interventions programmatiques précédaient parfois une connaissance approfondie du problème. Depuis quelques années, les interventions ont cessé de se concentrer exclusivement sur la migration des enfants pour se concentrer sur la prévention de la participation des enfants au travail dangereux en assurant leur scolarisation et en appuyant de manière plus générale les efforts d'allègement de la pauvreté dans les zones rurales^[45, 47, 50].

Sous les auspices de l'OIT, de l'UNICEF, des bailleurs bilatéraux et de grandes ONG, **les premiers programmes visaient à éliminer la traite, l'exploitation et la participation des enfants au travail dangereux par le biais de traités internationaux, en les adaptant cependant dans une certaine mesure aux contextes locaux**^[47, 49, 57]. Le Ghana et la Sierra Leone ont voté une Loi sur la traite humaine en 2005, et la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigéria ont créé des comités nationaux de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants. Des accord bilatéraux (Côte d'Ivoire et Mali, Bénin et Nigéria) et multilatéraux (entre le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Libéria, le Niger, le Nigéria, le Mali et le Togo) ont également été conclus avec la CEDEAO afin de cibler la traite transfrontalière et de faciliter le rapatriement des enfants et les sanctions à l'encontre des trafiquants^[32, 69].

L'élan en faveur de ces mesures législatives impliquait des « **mesures en amont** » en termes de sensibilisation au problème au niveau des administrations locales et nationales, et de développement des capacités institutionnelles afin de gérer les problèmes et de préparer le terrain en vue du développement de systèmes de contrôle du travail des enfants dans le cadre de la certification de la filière cacao^[9, 49, 57, 70, 80]. La création de comités de vigilance locaux afin de mettre en application la législation contre la traite a bénéficié du soutien du programme de « Lutte contre le Trafic des Enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre » (LUTRENA⁷). Le comité incluait des forces de l'ordre, des magistrats, des inspecteurs du travail, des transporteurs routiers, des chefs religieux et/ou des chefs communautaires chargés d'intercepter les enfants qui s'apprêtaient à partir avec des trafiquants^[46].

Cependant, dans la réalité, les comités de vigilance ont souvent essayé d'empêcher tous les jeunes de voyager, et étaient corrompus, inefficaces et la population ne leur faisaient pas confiance puisqu'ils avaient été imposés par le gouvernement sans dialogue préalable sur la mobilité des enfants^[18, 25, 52]. Les comités se fondaient sur l'idée que les parents et enfants vivant en milieu rural n'étaient pas informés de la situation désespérée des enfants migrants, et qu'en mettant un frein à l'exode des enfants issus du milieu rural, ils seraient protégés de l'exploitation. Ceci a à son tour favorisé **une interception sans discrimination, souvent même d'enfants plus âgés, ayant atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi. L'approche ne prenait pas en compte les points de vue des enfants quant à la manière dont leurs vies devraient se dérouler**^[26]. Par conséquent, les enfants interceptés et rapatriés repartaient régulièrement quelques jours après leur retour à leur foyer d'origine^[18].

La sensibilisation en amont au type de travail dangereux pour les enfants a provoqué un changement d'attitude au niveau du gouvernement dans certains pays, mais cela n'a pas été le cas pour tous. Le plaidoyer et l'expertise du programme IPEC-OIT ont joué un rôle important dans ce processus. Par exemple, le Programme Ouest-Africain pour lutter contre le travail dangereux et l'exploitation des enfants par le travail dans le secteur du cacao et de l'agriculture commerciale (WACAP)⁸ a été un acteur clé du développement précoce d'un système de contrôle du travail des enfants au Ghana et a motivé la création d'une unité dédiée au travail des enfants au sein du ministère du Travail ivoirien. **Le processus d'établissement de systèmes de contrôle du travail des enfants implique des programmes rigoureux d'établissement des faits, qui se sont révélés particulièrement efficaces pour cartographier le recours au travail des enfants dans la production de**

⁷Le programme LUTRENA a été lancé en 2001 et a monté des projets cinq ans plus tard dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, axés sur le développement institutionnel, l'action directe, la recherche, la documentation et le suivi, et la coopération et l'action conjointe dans la région^[45].

⁸Le WACAP a été lancé par le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) en 2002 et a été mis en œuvre au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et au Nigeria entre 2002 et 2006^[47].

cacao. Cette approche pourrait être étendue à d'autres cultures commerciales comme le coton, la riziculture, la production de fruits et de légumes et l'horticulture, pour lesquelles il existe un marché en Afrique et hors du continent. Le WACAP a également travaillé avec des systèmes de contrôle du travail des enfants au Cameroun, au Nigeria et en Guinée, mais à la fin du programme, ces trois pays n'avaient pas encore terminé leur processus de mise en place d'un système de contrôle^[50].

Aucun rapport sur les progrès réalisés après 2006 n'a été identifié dans l'étude bibliographique réalisée pour ce document d'information. Ceci pourrait indiquer que les systèmes de contrôle pilotes n'ont pas été généralisés ou que le processus n'est pas transparent. L'OIT reconnaît que des cycles de cinq ou six ans sont insuffisants pour permettre au programme de changer radicalement les attitudes et souligne les difficultés associées à la mise en œuvre d'un changement institutionnel en amont : **même si les attitudes vis-à-vis du travail des enfants et des activités dangereuses changent, les systèmes de suivi et de protection de l'enfance qui permettent d'extraire les enfants de toute activité dangereuse et de leur fournir des activités alternatives nécessitent un engagement et des allocations de ressources sur le long terme.** Ceci est davantage susceptible de se produire s'il existe des raisons flagrantes de mettre en place de tels systèmes, tel que cela a été le cas en Côte d'Ivoire et au Ghana où l'industrie du cacao et du chocolat a fait pression en faveur de la mise en place d'un processus de certification^[50].

Des actions de sensibilisation au travail dangereux dans le secteur du cacao ont été initiées « en aval » par le WACAP, l'International Cocoa Initiative (ICI)⁹ et d'autres organisations internationales. Le WACAP a entre autres créé des Comités communautaires sur le travail des enfants, dont les membres étaient formés et participaient activement aux activités de sensibilisation au niveau local^[49]. Bien que cette approche ait été cadrée en termes de discussions ou de consultations avec les diverses parties prenantes, en raison de contraintes de temps et de la nécessité de démarrer les interventions avant qu'un changement d'attitude ne se produise^[50], le processus a visé à sensibiliser les parties prenantes aux notions universelles de ce qui était bon ou mauvais pour les enfants. L'ICI a mené des activités de sensibilisation auprès des diffuseurs radiophoniques et télévisuels, ce qui a à son tour permis de stimuler des discussions à l'antenne avec la participation d'auditeurs radio^[47, 58].

La mobilisation sociale des villageois afin de contrôler le travail des enfants et de contribuer à diffuser des informations est perçue par les chefs de programmes comme signalant un changement dans les attitudes des populations rurales, et comme une approche efficace et durable en raison de sa plus large portée^[49]. **Si de telles interventions peuvent faciliter une importante participation de la société civile aux discussions sur les normes et pratiques courantes quant à l'éducation des enfants et les tentatives visant à les modifier, elles soulèvent**

Sensibilisation au WACAP. Un large éventail d'informations sur le travail des enfants dans l'agriculture, et en particulier dans le secteur du cacao, a été fourni aux parents, aux particuliers, aux syndicats, aux agences gouvernementales, aux étudiants, aux médias, aux associations d'employeurs, à d'autres agences de l'ONU, etc.^[49, p. 28].

Des messages clairs ont été transmis quant aux différences qui existent entre le travail des enfants et un travail acceptable pour les enfants ayant atteint l'âge légal de travailler par le biais de :

- une sensibilisation en porte-à-porte
- des pièces de théâtre auxquelles les communautés peuvent s'identifier
- des activités de plaidoyer par des personnes servant de modèles (et notamment d'anciens enfants travailleurs)
- la production et la distribution de brochures et d'affiches
- des messages diffusés par la radio, la télévision et les journaux

« La sensibilisation n'est pas une activité ponctuelle, mais continue. Le WACAP Ghana et Cameroun a noté l'importance d'une sensibilisation des pouvoirs publics continue et agressive sur le travail des enfants pour le grand public. Tous les pays ont observé qu'il fallait un temps considérable pour que les messages soient absorbés et aient un impact »^[49, p. 28].

⁹L'ICI est une organisation à but non lucratif créée en 2002 par un nombre égal de représentants de l'industrie du cacao et de la société civile (ONG). Elle travaille au développement d'une solution durable contre les pires formes de travail des enfants et le travail forcé au sein de la chaîne agroalimentaire du cacao.

également la question de savoir *qui* participe. Par conséquent, il est important de réfléchir à la question de savoir si les habitants des villes rurales et des plus grands villages sont davantage susceptibles de participer aux discussions que les exploitants qui travaillent dans une plantation de cacao, et de savoir si tous les groupes d'âge et si les hommes comme les femmes y participent. De plus, le fait que certains membres des comités communautaires demandent parfois à être indemnisés^[50] suggère qu'ils considèrent une telle activité comme un travail, et non comme une activité bénévole, découlant d'un élan communautaire. Cela est peu surprenant dans des environnements dans lesquels il existe peu d'opportunités de génération de revenus alternatifs. Si l'on veut que de telles initiatives soient efficaces, elles doivent accorder davantage d'espace aux communautés afin de pouvoir identifier les points problématiques et les approches conceptuelles appropriées.

De plus, **les discussions à l'antenne ainsi que les approches participatives impliquant des groupes communautaires dans le dialogue posent la question de savoir *qui* écoute.** Il est important de déterminer clairement si les campagnes de sensibilisation et le développement des capacités sont des activités perçues comme des canaux transmettant des messages dans un seul sens en vue de sensibiliser un groupe cible ou comme des processus consultatifs dans le cadre duquel les agences de mise en œuvre et les bailleurs écoutent ce que les gens pensent du travail des enfants afin de pouvoir déterminer des adaptations aux objectifs initiaux du programme sans nécessairement penser que les locaux sont mal informés. Il s'agit par conséquent de la question du degré de participativité des programmes^[cf. 5, 42, 49].

Au Ghana, les programmes de sensibilisation ont abouti à une situation dans laquelle 76 % des personnes interrogées dans six régions productrices de cacao étaient conscientes de l'interdiction des pires formes du travail des enfants, bien que cette sensibilisation ait été généralement plus importante concernant l'application d'engrais chimiques et les dangers à transporter de lourdes charges^[58]. **L'application de la législation relative à l'âge minimum national des enfants prenant part à un travail léger, un travail à plein temps et un travail dangereux s'est avérée nettement plus difficile,** parce que le travail des enfants est nécessaire, que les parents ne disposent pas de suffisamment de connaissances sur « les effets nocifs du travail des enfants sur le développement physique et émotionnel des jeunes enfants »^[49], ou qu'ils souhaitent transférer les compétences nécessaires à un bon exploitant à leurs enfants.

La plupart des programmes se concentrent sur **l'éducation ou la formation technique comme moyen d'empêcher les enfants de prendre part à des activités dangereuses** et comme alternative pour les enfants qui ont été extraits d'un tel travail^[49, 57, 80, 81]. Cependant, une leçon importante tirée des premières interventions du WACAP est la nécessité de cartographier les ressources éducatives dès le départ. L'absence d'accès à un système d'enseignement formel dans les zones rurales, que ce soit en raison du manque d'infrastructures, de l'absence d'enseignants ou de l'incapacité des parents à payer les frais de scolarité formels et informels, signifie que l'éducation ne constitue pas encore une alternative au travail agricole^[25, 47, 50].

Par conséquent, les programmes ont commencé à investir dans des écoles, du matériel scolaire, la formation des enseignants et l'octroi de bourses^[47, 49, 57, 58]. **Compte tenu des points de vue des exploitants de cacao ghanéens quant à la viabilité et aux perspectives qu'offrent l'exploitation du cacao pour l'avenir de leurs enfants, de telles initiatives sont efficaces mais sont davantage liées aux opportunités d'éducation qu'elles offrent qu'à un changement des points de vue des gens vivant en milieu rural quant à ce que les enfants devraient faire.** En effet, la suppression des frais de scolarité au Ghana depuis 2005 a permis d'augmenter considérablement les taux de scolarisation^[57, 81].

Les programmes d'alimentation scolaire sont un autre moyen de rendre l'éducation formelle accessible aux enfants pauvres^[81]. Les programmes d'alimentation scolaire et d'octroi de bourses peuvent être des sources de conflit ; les premiers peuvent faire l'objet de corruption et de conflits entre enseignants et parents^[90], et les derniers peuvent provoquer des sentiments, à tort ou à raison, que les bourses sont attribuées aux mauvaises personnes. Les conflits montrent l'intérêt que portent les exploitants de cacao à envoyer leurs enfants à l'école.

Le modèle des écoles « **earn-and-learn** » (travailler et étudier) a parfois été suggéré pour les enfants qui travaillent dans l'agriculture commerciale^[65, 87]. Ce modèle se fonde sur la solution proposée par les grands producteurs, qui disposent d'une école secondaire ainsi que d'un internat sur leur plantation pour les jeunes travailleurs en âge d'être scolarisés, qui conjuguent ainsi travail et école. Le producteur s'assure en retour un vivier de main-d'œuvre fiable étant donné que les élèves restent pour poursuivre leur scolarité, alors que les travailleurs agricoles pourraient partir à la recherche de meilleurs emplois. Pour les enfants issus de familles pauvres, ceci pourrait être un moyen d'accéder au système d'enseignement formel^[15]. Ce modèle pourrait fonctionner dans les grandes exploitations, comme celles des producteurs exportateurs d'ananas, qui emploient des enfants âgés de 14 ans et plus, mais il est important de garder à l'esprit que les enfants travaillent essentiellement dans de petites exploitations.

D'autres méthodes d'apprentissage dans le système d'éducation informel sont proposées aux enfants âgés d'environ 14 à 17 ans qui travaillent, et qui ont abandonné l'école depuis un certain temps ou n'ont jamais été scolarisés, et sont donc difficiles à (ré)insérer dans les écoles publiques. **La dispersion géographique des communautés rurales et des exploitations affecte les types d'initiatives étant viables.** Des cours d'alphabétisation sont souvent proposés en langue locale dans les communautés agricoles, et des centres de formation professionnelle sont établis dans les villes rurales, contraignant les jeunes des villages environnants à s'y rendre quotidiennement ou à déménager en ville. Aucun rapport sur la viabilité d'une telle formation n'a été consulté, mais la qualité et la viabilité des centres de formation dans les villes rurales sont souvent mauvaises^[73]. De plus, **peu des programmes de formation cartographiaient le marché local du travail afin d'identifier les activités à enseigner, et les enfants n'étaient souvent pas conseillés quant à la gamme de formations professionnelles disponibles ou aux opportunités qu'elles offraient pour l'avenir**^[81]. Si l'approche est relativement similaire à la manière dont les parents des zones rurales envoient leurs enfants suivre une formation^[79], et est donc peu susceptible de donner lieu à des critiques localement, elle s'avère inefficace car peu de jeunes parviennent à utiliser leur formation à bon escient et à améliorer leur situation.

Les leçons importantes tirées des programmes de la LUTRENA, du WACAP et de l'ICI sont que le travail des enfants ne peut être ciblé de manière isolée mais doit être abordé dans un contexte global. Il est nécessaire de traiter la pauvreté dans les communautés dans lesquelles les cultures commerciales font partie des moyens de subsistance ou dont les enfants migrants sont originaires. Le WACAP incluait ainsi la création d'activités génératrices de revenus alternatives pour les parents, comme la fabrication de briques, la confection de batiks, la vannerie, la tenue de magasins, la restauration, etc.^[50]. **Les politiques actuelles traitent des problèmes plus généraux de la pauvreté de la famille et des enfants, et cherchent à réduire la nécessité que les enfants acceptent des travaux dangereux** par la création de systèmes de sécurité sociale et de transferts d'argent conditionnels ou non conditionnels^[15, 81, 83]. Cependant, la protection sociale basée sur les transferts d'argent n'en est qu'à ses débuts en Afrique de l'Ouest et centrale, et a par conséquent eu un impact limité sur les enfants des familles pauvres, et notamment sur les **enfants des exploitants pauvres qui peuvent ne pas être ciblés par ces programmes**^[67, 83].

Ghana. Environ 2/3 des groupes de discussions créés au cours du WACAP affirmaient que l'amélioration des infrastructures scolaires par l'affectation et le maintien d'enseignants compétents et qualifiés et la fourniture d'aide à l'enseignement et de matériel didactique rendraient l'école attrayante et en ferait une option valable aux yeux des parents et des enfants^[47].

Les exploitants ont indiqué que la mauvaise administration du programme de bourse COCBOD était un obstacle à l'accès de leurs enfants à une bonne éducation. Les bourses étaient censées être attribuées aux familles des exploitants de cacao, mais les exploitants pensaient que ces bourses étaient en réalité fournies aux acheteurs de cacao privés et aux enfants de personnes influentes qui n'avaient rien à voir avec le cacao. Ils proposaient que le programme bénéficie d'une meilleure gestion afin que les bourses puissent être accordées à leurs bénéficiaires légitimes, et que leurs propres enfants aient également l'opportunité de jouir d'une vie meilleure^[9].

Les services de protection de l'enfance qui assistent les enfants travailleurs

Les interventions programmatiques s'efforcent de traiter de la participation des enfants à des activités dangereuses et, bien que des enfants aient été extraits de situations de travail, il existe peu de services d'intervention vers lesquels les enfants peuvent se tourner de leur propre initiative. Ceci est partiellement dû à la dispersion des exploitations productrices de cacao ; les centres d'accueil ne sont viables que dans les zones urbaines présentant une population plus importante et l'utilisation par les enfants des lignes d'assistance téléphoniques est fortement affectée par l'absence d'accès à des téléphones, les enfants n'en possédant pas, ou n'ayant pas les moyens d'utiliser un téléphone public^[90]. Les ONG qui retirent les enfants des mains d'employeurs exploitants et abusifs fournissent généralement un hébergement, des repas, des vêtements aux enfants, et les scolarisent, leur proposent un enseignement non formel ou technique. Certaines proposent aux enfants une aide pour rentrer chez eux^[25].

En dépit des bonnes intentions visant à vouloir protéger les enfants et à réduire les risques auxquels ils se trouvent confrontés lorsqu'ils migrent, il est important de garder à l'esprit que certains enfants, souvent adolescents ou en fin d'adolescence, quittent leur maison sans disposer des moyens nécessaires pour effectuer l'intégralité du voyage, bien que connaissant le prix du ticket de bus mais comptant trouver du travail en chemin ou recourir à l'aide de parents. Ils évitent délibérément d'appeler leurs famille vivant dans leur lieu de destination pour annoncer leur venue afin d'éviter de se voir conseillés de rester chez eux. Ils sont vulnérables à l'exploitation quand ils cherchent du travail une fois court d'argent mais, **à moins de disposer d'un marché du travail réglementé et d'infrastructures dénuées de barrières au libre mouvement des personnes, il sera très difficile de créer des systèmes de protection ciblant les enfants qui utilisent le système de protection informel ancré dans les réseaux de migrants.**

Régularisation du travail des enfants dans l'agriculture commerciale.

Parce que la plupart des enfants travaillent dans de petites exploitations comme main-d'œuvre familiale non rémunérée, il est difficile de faire appliquer les réglementations du marché du travail^[30], et même quand les enfants sont embauchés, la relation entre les propriétaires d'exploitation et leurs ouvriers payés est ancrée dans un tissu d'attentes sociales. Les ouvriers, par exemple, attendent de leur employeur qu'il leur achète des médicaments lorsqu'ils tombent malades plutôt que de dépenser leur propre argent, et les employeurs attendent de leurs ouvriers qu'ils comprennent et leur accordent un peu de répit quand ils ne peuvent payer les salaires promis en raison de mauvaises récoltes, de dépenses inattendues ou d'autres problèmes susceptibles de réduire le flux de trésorerie de l'employeur^[90].

Bien que la plupart des programmes bénéficiant de financements internationaux cherchent en définitive à éliminer le travail des enfants, certaines composantes visant à établir des directives quant au type de travail considéré comme acceptable et inacceptable^[51] contribuent à la réglementation progressive du travail des enfants dans l'agriculture, par ex. en définissant la charge de travail acceptable en termes d'heures effectuées par semaine^[8] et les charges acceptables à transporter pour des enfants d'âges différents^[59]. En d'autres termes, la distinction entre la prévention et la réglementation est ténue, et cette limite peut être établie différemment par les nombreuses parties prenantes : des organisations internationales aux gouvernements, en passant par les ONG nationales, et les groupes de la communauté locale^[23]. Aucune attention n'est cependant accordée à s'assurer que les enfants perçoivent un salaire décent pour leur travail et les programmes tendent à protéger les enfants de l'exploitation en les extrayant de telles situations plutôt qu'en faisant pression sur les employeurs pour les obliger à payer les salaires qu'ils doivent.

Questions nécessitant des recherches supplémentaires

- Les enfants qui travaillent pour des membres de leur famille sont-ils rémunérés pour le travail réalisé ? Pensez-vous qu'ils devraient l'être, et si tel est le cas, comment négocient-ils avec les adultes pour qui ils travaillent ?
- Les enfants et les jeunes ont-ils l'impression que leurs revendications foncières sur le long terme ont plus de chances d'aboutir en travaillant pour un oncle ou un frère aîné ? Comment les pratiques de succession distribuent-elles les ressources entre frères et sœurs dans les régions rurales ? Comment ceci affecte-t-il les choix en termes d'éducation et les aspirations des garçons et des filles pour leur avenir ?
- Quelles sont les dynamiques associées aux enfants qui travaillent davantage dans l'agriculture commerciale que les autres enfants ? Par ex., pourquoi les enfants ivoiriens qui ont abandonné l'école ont-ils davantage tendance à travailler dans l'agriculture commerciale que les enfants qui n'ont jamais été scolarisés ?
- Selon les enfants vivant en zone rurale, quelles sont les activités qu'ils envisagent d'entreprendre à l'avenir ? Quelles sont les alternatives au travail d'ouvriers agricoles employés ? Combien peuvent-ils raisonnablement s'attendre à gagner ? Quels sont les compromis que doivent faire les enfants issus de familles pauvres au fil des ans ?

Références

1. Abdul-Korah, G.B. (2007) 'Where is not home?' Dagaaba migrants in the Brong Ahafo region, 1980 to the present. *African Affairs*, 106(422): 71-94.
2. Amanor, K.S. (2001) *Land, labour and the family in southern Ghana. A critique of land policy under neo-liberalisation*. Uppsala: Nordic Africa Institute.
[<http://nai.diva-portal.org/smash/get/diva2:248964/FULLTEXT01>]
3. Andvig, J.C., Canagarajah, S. and Kielland, A. (2001) *Issues in Child Labor in Africa*. Working Paper No. 26701, Human Development Sector, Africa Region, Washington, D.C.: World Bank. [provided by UNICEF]
4. Anti-Slavery International (2004) *The cocoa Industry in West Africa. A history of exploitation*. By D. Ould, C. Jordan, R. Reynolds and L. Loftin. London: Anti-Slavery International.
[http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2008/c/cocoa_report_2004.pdf]
5. Anti-Slavery International (2010) *Ending child trafficking in West Africa. Lessons from the Ivorian cocoa sector*. By P. Robson. London: Anti-Slavery International.
[http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2011/c/cocoa_report_for_website.pdf]
6. Anyidoho, N. A. and Ainsworth, P. (2009) *Child rural-rural migration in West Africa*. Paper presented to the workshop 'Child and Youth Migration in West Africa: Research Progress and Implications for Policy', 9th-10th June 2009, Hotel Alisa, Accra. Brighton: Development Research Center on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex.
[http://www.migrationdrc.org/news/reports/Child_and_Youth_Migration/papers/Anyidoho%20and%20Ainsworth%20Accra%20English.pdf, also available in French]
7. Assouan, A. (2008) *Rapport d'enquête initiale de diagnostic nationale relatif au travail dans la cacaoculture - Résumé du rapport*. Système de suivi du travail des enfants dans le cadre de la certification du processus de production du cacao. Yamoussoukro : Cabinet du Premier Ministre.
[http://www.cocoainitiative.org/images/stories/pdf/National_Reports/CIV/Rsum_de_IEnquete_Initiale_de_Diagnostic_extension_2007-2008_Juin_2008_.pdf]
8. Baah, F. (2010) Use of children and the issue of child labour in Ghanaian cocoa farm activities. *Journal of Agricultural Extension and Rural Development*, 2(9): 198-204.

9. Barrientos, S. and Asenso-Okyere, K. (2008) *Mapping sustainable production in Ghanaian cocoa. Report to Cadbury*. Brighton and Legon: Institute of Development Studies and the University of Ghana.
[<http://collaboration.cadbury.com/SiteCollectionDocuments/Mapping%20Sustainable%20Production%20in%20Ghanaian%20Cocoa%20Study.pdf>]
10. Barrientos, S., Anarfi, J.K., Lamhauge, N., Castaldo, A. and Anyidoho, N.A. (2009) *Social protection for migrant labour In the Ghanaian pineapple sector*. Working Paper WP-T30, Brighton: Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty.
[<http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/MigrationGlobPov/WP-T30.pdf>]
11. Bastide, P. (2007) *Atlas on Regional integration in Africa*. Economy Series: cocoa, ECOWAS-SWAC/OECD.
[provided by UNICEF]
12. Berlan, A. (2009) Child labour and cocoa: whose voices prevail? *International Journal of Sociology and Social Policy*, 29, 141-151.
13. Berry, S.S. (1993) *No condition is permanent: the social dynamics of agrarian change in sub-Saharan Africa*. Madison: University of Wisconsin Press.
14. Bøås, M. and Huser, A. (2006) *Child labour and cocoa production in West Africa. The case of Côte d'Ivoire and Ghana*. Fafo-report 522, Oslo: Fafo Institute for Applied Social Research. [provided by UNICEF]
15. Bourdillon, M., Levinson, D., Myers, W. & White, B. (2010) *Rights and wrongs of children's work*, New Brunswick and London: Rutgers University Press.
16. Carney, J.A. (1992) Peasant women and economic transformation in the Gambia. *Development and Change*, 23(20): 67-90.
17. Carney, J.A. (1996) Converting the wetlands, engendering the environment. In: Peet, R. & Watts, M. (eds.) *Liberation ecologies. Environment, development, social movement*. London: Routledge.
18. Castle, S. and Diarra, A. (2003) *The international migration of young Malians: Tradition, necessity or rite of passage?* London: London School of Hygiene and Tropical Medicine.
19. Cruise O'Brien, D. (2003)
20. De Lange, A. (2004) Child trafficking. Observations on Burkina Faso. In: Lieten, K.G. (ed.) *The Child labour Problem. Issues and Solutions*. Amsterdam/Geneva: IREWOC and Defence for Children International.
21. De Lange, A. (2006) *"Going to Kompienga": A study on child labour migration and trafficking in Burkina Faso's south-eastern cotton sector*. Amsterdam: IREWOC.
[<http://www.childlabour.net/documents/traffickingproject/albertinedelangetraffickingburkina.pdf>]
22. De Lange, A. (2007) Child labour migration and trafficking in rural Burkina Faso. *International Migration*, 45(2): 147-167.
23. Dottridge, M. (2002) Trafficking in children in West and Central Africa. *Gender and Development*, 10(1): 38-42.
24. Dottridge, M. (2007) *A handbook on planning projects to prevent child trafficking*. Lausanne: Terre des Hommes.
[<http://tdh-childprotection.org/documents/a-handbook-on-planning-projects-to-prevent-child-trafficking>]
25. Dottridge, M. (2011) *Exploring methods to protect children on the move. A handbook for organisations wanting to prevent child trafficking, exploitation and the worst forms of child labour*. Lausanne: Terre des Hommes International Fédération.
[http://www.terredeshommes.org/pdf/handbook/handbook_children_on_the_move.pdf]
26. Dottridge, M. and O. Feneyrol (2007). *Action to strengthen indigenous child protection mechanisms in West Africa to prevent migrant children from being subjected to abuse*. Lausanne: Terre des Hommes.
[http://www.ungift.org/doc/knowledgehub/resource-centre/CSO_Indigenous_children_in_West_Africa.pdf]
27. Dognon, I. (2002) *Migration de travail ou "trafic d'enfant"? Mise en perspective historique: le cas du Pays Dogon*. Communication présentée au 10^{me} Assemblée Générale du CODESRIA, Kampala.
28. Fitzgibbon, K. (2003) Modern-day slavery? The scope of trafficking in persons in Africa. *African Security Review*, 12(1): 81-89.

29. Gockowski, J. (2006) *Child labour investigations and interventions in the cocoa sector*. Impact Brief Issue 6, Sustainable Tree Crop Programme, International Institute of Tropical Agriculture, Ibadan.
[http://www.iita.org/c/document_library/get_file?p_l_id=98893&folderId=99883&name=DLFE-1111.pdf]
30. Grier, B. (2004) Child labor and Africanist scholarship: a critical overview. *African Studies Review*, 47(2): 1-25.
31. Guyer, J. (1988) Dynamic approaches to domestic budgeting: Cases and methods from Africa. In: Dwyer, D. & Bruce, J. (eds.) *A home divided. Women and income in the third world*. Stanford: Stanford University Press.
32. Harsch, E. (2001) Child labour rooted in Africa's poverty. Campaigns launched against traffickers and abusive work. *Africa Recovery*, 15(3, Part of Special Feature: Protecting Africa's Children): 14p.
[<http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol15no3/153chil4.htm>]
33. Hashim, I.M. (2004) *Working with working children: Child labour and the barriers to education in rural northeastern Ghana*. Unpublished DPhil thesis, Development Studies, University of Sussex.
34. Hashim, I.M. (2005) *Exploring the linkages between children's independent migration and education: Evidence from Ghana*. Working Paper T-12, Brighton: Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex.
[http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T12.pdf]
35. Hashim, I.M. (2007) Independent child migration and education in Ghana. *Development and Change*, 38(5): 911-931.
36. Hashim, I.M. and Thorsen, D. (2011) *Child migrants in Africa*, London, Zed Books.
37. Hatløy, A. and Aiello, H. (2008) *Vérification des Activités de certification dans le Secteur Cacaoyer d'Afrique de l'Ouest. Rapport de Vérification Finale : Côte d'Ivoire*. Oslo and Parktown North : Fafo Institute for Applied International Studies and Khulisa Management Services (Pty) Ltd.
[http://www.cocoaverification.net/Docs/French-CDI_Final_Report.doc]
38. Helmfrid, S. (2004) *Towards gender equality in Burkina Faso*. Gender Country Profile, Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA).
[[http://lnweb90.worldbank.org/Caw/CawDocLib.nsf/viewAfrica/A4A9090DAC3381848525706100313AC0/\\$file/GP+Burkina+Faso,+english.pdf](http://lnweb90.worldbank.org/Caw/CawDocLib.nsf/viewAfrica/A4A9090DAC3381848525706100313AC0/$file/GP+Burkina+Faso,+english.pdf)]
39. Helmfrid, S. (pers.com.) Doctoral studies focusing on household economies, conjugal and intergenerational contracts in the cotton production of Western Burkina Faso. Department of Social Anthropology, Stockholm University.
40. Howard, N. (pers.com.) Doctoral studies focusing on trafficking discourses and realities in Benin. QEH, University of Oxford.
41. Ibrahim-Tanko, A. and Owen, K. (2005) *Labour migration patterns and child trafficking from the Upper-East Region of Ghana – findings and recommendations from a joint field mission*. Geneva: International Cocoa Initiative. []
42. ICI (2011) What has changed in the field. International Cocoa Initiative (ICI), Geneva.
[<http://www.cocoainitiative.org/en/our-results/what-has-changed-in-the-field>, accessed 9 September 2011]
43. IITA (2002) *Child labor in the cocoa sector of West Africa. A synthesis of findings in Cameroon, Côte d'Ivoire, Ghana, and Nigeria*. Sustainable Tree Crops Program (STCP), London: International Institute of Tropical Agriculture.
ILAB (2002) *Summary of findings from the child labor surveys in the cocoa sector of West Africa*. U.S. International Child Labor Program, Washington, D.C.: United States Bureau of International Labor Affairs (ILAB),
45. ILO (2007a) *Combating the trafficking of children for labour exploitation in West and Central Africa*. IPEC evaluation by R. Kolokosso, D. Yantio and H. Ketel, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organisation (ILO).
[http://www.dol.gov/ilab/projects/sub-saharan_africa/WestandCentralAfr_LUTRENA_meval.pdf]

46. ILO (2007b). *Combating the trafficking of children for labour exploitation in West and Central Africa*. Geneva, ILO/IPEC-DED.
[http://www.dol.gov/ilab/projects/sub-saharan_africa/WestandCentralAfr_LUTRENA_meval.pdf]
47. ILO (2007c) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 1: A synthesis report of five rapid assessments*. By R. Rinehart, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
48. ILO (2007d) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 2: Safety and health hazards*. By R. Rinehart, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
49. ILO (2007e) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 3: Sharing experiences*. By S. Khan S. and U. Murray, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
50. ILO (2007f) *Rooting out child labour from cocoa farms. Paper No. 4: Child labour monitoring – A partnership of communities and government*. By S. Khan S. and U. Murray, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Organization (ILO). [<http://www.ilo.org/ipecinfo>]
51. ILO (2011) *Children in hazardous work. What we know - what we need to do*. International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), Geneva: International Labour Office.
[<http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewProduct.do?productId=17035>]
52. Imorou, A.-B. (2008) *Le coton et la mobilité: les implications d'une culture de rente sur les trajectoires sociales des jeunes et enfants au Nord-Bénin*. Dakar: Plan-Waro/Terre des Hommes/Lasdel-Bénin.
[<http://cnsce.net/documents/EtudesRapports/Le%20coton%20et%20la%20mobilit%C3%A9%20des%20enfants%20au%20Nord%20Benin.pdf>]
53. Kouadjo, J.M., Kehou, Y., Addy Mossine, R. and Toutou, K.G. (2002). *Production et offre du cacao et du café en Côte d'Ivoire*. Rapport d'enquête. Sustainable Tree Crops Program, International Institute of Tropical Agriculture. [<http://www.treecrops.org>]
54. Lobnibe, I. (2008) Between aspirations and realities: Northern Ghanaian migrant women and the dilemma of household (re)production in Southern Ghana. *Africa Today*, 55(2): 53-74.
55. Ly, B. (1985) La socialisation des jeunes dans les villes du tiers-monde - le cas de l'Afrique. *International Review of Education*, XXXI, 413-428.
56. Mcmillan, D.E. (1986) Distribution of resources and products in Mossi households. In: Mcmillan, D.E. & Hansen, A. (eds.) *Food in sub-Saharan Africa*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
57. MMYE (2007) *Labour practices in cocoa production in Ghana (Pilot survey)*. Accra: National Programme for the Elimination of Worst Forms of Child Labour in Cocoa (NPECLC), Ministry of Manpower, Youth and Employment.
[<http://www.worldcocoaoundation.org/addressing-child-labor/documents/MMYEPilotchildlaborsurvey.pdf>]
58. MMYE (2008a) *Cocoa Labour Survey in Ghana – 2007/2008*. Accra: National Programme for the Elimination of Worst Forms of Child Labour in Cocoa (NPECLC), Ministry of Manpower, Youth and Employment.
[http://www.cocoaverification.net/Docs/Rapport_Final_EID_Extension_2007_2008_Eng.pdf]
59. MMYE (2008b) *Hazardous child labour activity framework - for the cocoa sector of Ghana*. By consultant Dr. P.K. Amoo, Accra: Ministry of Manpower, Youth and Employment.
[]
60. Mull L.D. and Kirkhorn. S.R. (2005) Child labour in Ghana cocoa production: Focus upon agricultural tasks, ergonomic exposures, and associated injuries and illnesses. *Public Health Reports*, 120(6): 649-656.
[<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1497785/>]
61. Ndao, A. (2008) *Les jeunes et les enfants balisent les voies en Afrique de l'Ouest*. Dakar: Plan-Waro/Terre des Hommes/Lasdel-Bénin.

62. Odonkor, M. (2007) *Addressing child labour through education: A study of alternative / complementary initiatives in quality education delivery and their suitability for cocoa-farming communities*. Geneva: International Cocoa Initiative (ICI).
[http://www.cocoainitiative.org/images/stories/pdf/ici_reports/education_initiatives_final_report.pdf]
63. Riisøen, K.H., Hatløy, A. & Bjerkan, L. (2004) *Travel to Uncertainty. A study of child relocation in Burkina Faso, Ghana and Mali*. Oslo: Fafo Institute for Applied International Studies.
64. Şaul, M. (1984) The Quranic school farm and child labour in Upper Volta. *Africa*, 54, 71-87.
65. Save the Children UK (2008) *Away from home - Protecting and supporting children on the move*. By I.M. Hashim and D. Reale. London: Save the Children UK.
[www.savethechildren.org.uk/en/docs/Away_from_Home_LR.pdf]
66. Schroeder, R.A. (2001) "Gone to their second husband": Marital metaphors and conjugal contracts in the Gambia's female garden sector. In: Hodgson, D.L. & Mccurdy, S.A. (eds.) *"Wicked" women and the reconfiguration of gender in Africa*. Portsmouth, NH: Heineman.
67. Slater, R., Holmes, R. and McCord, A. (2010) *Cash Transfers and Poverty Reduction in Low Income Countries in Sub-Saharan Africa: Pragmatism or Wishful Thinking?* Draft paper prepared for 'Chronic Poverty Research Centre Conference' 8-10 September 2010, London: Overseas Development Institute (ODI). [http://www.chronicpoverty.org/uploads/publication_files/slater_holmes_mccord_cash_transfers]
68. SWAC/OECD (2009a) *Regional initiative to combat the worst forms of child labour on West African cocoa farms*. Summary record of the first task force meeting 9 February 2009, Sahel and West Africa Club (SWAC) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). [provided by UNICEF]
69. SWAC/OECD (2009b) *Travail des enfants dans les plantations ouest-africaines de cacao. Étude documentaire*. Sahel and West Africa Club (SWAC) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). [<http://www.oecd.org/dataoecd/32/15/42358247.pdf>]
70. SWAC/OECD (2009c) *Child labour on West African cocoa plantations. Conclusions of the Desk Study*. Sahel and West Africa Club (SWAC) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). [provided by UNICEF]
71. Swedwatch (2006) *Chokladens mörka hemlighet. En rapport om arbetsvilkoren på kakaodlingarna i Västafrika*. Stockholm: Lutherhjälpen och SwedWatch. [www.svenskakyrkan.se/default.aspx?id=578831]
72. Takane, T. (2004) Smallholders and nontraditional exports under economic liberalization: The case of pineapples in Ghana. *African Study Monographs*, 25, 29-43.
[http://repository.kulib.kyoto-u.ac.jp/dspace/bitstream/2433/68228/1/ASM_25_29.pdf]
73. Theis, J. (pers.com.) Regional chief of child protection, UNICEF West and Central Africa Regional Office, Dakar.
74. Thorsen, D. (2006) Child migrants in transit. Strategies to become adult in rural Burkina Faso. In: Christiansen, C., Utas, M. & Vigh, H.E. (eds.) *Navigating youth, generating adulthood: social becoming in an African context*. Uppsala: Nordic Africa Institute, pp. 88-114.
75. Thorsen, D. (2007a) *"If only I get enough money for a bicycle!" A study of childhoods, migration and adolescent aspirations against a backdrop of exploitation and trafficking in Burkina Faso*. Brighton: Development Research Centre on Migration, Globalisation & Poverty, University of Sussex.
[http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T21.pdf]
76. Thorsen, D. (2007b) Junior-senior linkages. Youngsters' perceptions of migration in rural Burkina Faso. In: Hahn, H.P. and Klute, G. (eds.) *Cultures of Migration. African Perspectives*. Berlin: Lit Verlag.
77. Thorsen, D. (2009a) L'échec de la famille traditionnelle ou l'étirement des relations familiales? L'exode des jeunes Burkinabé des zones rurales vers Ouagadougou et Abidjan. *Hommes et migrations*, n° 1279, 66-78.
78. Thorsen, D. (2009cb). From shackles to links in the chain. Theorising adolescent boys' relocation in Burkina Faso. *Forum for Development Studies*, 36(2): 81-107.
79. Thorsen, D. 2011. Non-Formal Apprenticeships for Rural Youth – Questions that Need to be Asked. *NORRAG News*, 146, 71-73.

80. Tulane (2011) *Oversight of public and private initiatives to eliminate the worst forms of child labour in the cocoa sector in Côte d'Ivoire and Ghana*. Payson Center for International Development and Technology Transfer, Tulane University. [<http://childlabor-payson.org/Tulane%20Final%20Report.pdf>]
81. UCW (2010) *Joining forces against child labour. Inter-agency report for The Hague global child labour conference of 2010*. By Furio C. Rosati with Lorenzo Guarcello, Nihan Koseleci, Scott Lyon, Gabriella Breglia, Irina Kovrova, and Cristina Valdivia. Understanding Children's Work (UCW) Programme. Geneva: ILO. [<http://www.ilo.org/ipeinfo/product/viewProduct.do?productId=13333>]
82. UNICEF (2008) *UNICEF child labour activities – mapping highlights*. 2008 Annual Reports, Dakar: West and Central Africa Regional Office (WCAR), UNICEF. [provided by UNICEF]
83. UNICEF (2009) *Strengthening social protection for children. West and Central Africa*. By R. Holmes and T. Braunholtz-Speight. Dakar: UNICEF-WCARO and ODI. [<http://www.odi.org.uk/resources/download/3478-full-report.pdf>]
84. UNICEF (2010) Côte d'Ivoire: Protecting children against the worst forms of child labor and trafficking. Abidjan: UNICEF. [provided by UNICEF]
85. USAID (2002) *Planning Intervention Strategies for Child Laborers in Côte d'Ivoire*. Final Report (consultancy), Education to Combat Abusive Child Labor (ECACL) and Basic Education and Policy Support (BEPS). [provided by UNICEF]
86. Waage, T. (2006) Coping with unpredictability: "Preparing for life" in Ngaoundéré, Cameroon. In: Christiansen, C., Utas, M. & Vigh, H. E. (eds.) *Navigating youth, generating adulthood. Social becoming in an African context*. Uppsala: Nordic Africa Institute.
87. Whitehead, A. and Hashim, I. (2005) *Children and migration: Background paper for DfID Migration Team*. London: Department for International Development (DfID). [<http://www.childmigration.net/files/DfIDChildren.doc>]
88. Whitehead, A., Hashim, I.M. and Iversen, V. (2007) *Child migration, child agency and inter-generational relations in Africa and South Asia*. Brighton: Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex. [http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T24.pdf]
89. Zdunnek, G., Dinkelaker, D., Kalla, B., Matthias, G., Szrama, R. and Wenz, K. (2008) *Child labour and children's economic activities in agriculture in Ghana*. SLE Working paper No. S233, Centre for Advanced Training in Rural Development (SLE) on behalf the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Berlin: Humboldt University. [http://www.globalfoodsec.net/static/text/FAO_child_labour.pdf]
90. Author's observations in Burkina Faso and/or Côte d'Ivoire.